

CONFIANCE | INTÉGRITÉ | TRANSPARENCE



Rapport annuel de l'inspecteur général de la Ville de Montréal au conseil municipal

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014

31 mars 2015

Bureau de l'inspecteur général
1550, rue Metcalfe, bureau 1200
Montréal (Québec) H3A 1X6
Téléphone : 514 280-2800
Télécopieur : 514 280-2877
BIG@bigmtl.ca
<http://www.bigmtl.ca>

Mot de l'inspecteur général



Monsieur le maire Denis Coderre, membres du conseil municipal et citoyens de Montréal,

C'est avec plaisir que je vous remets le tout premier rapport annuel du Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal. Ce rapport fait état des réalisations de mon bureau du **24 février 2014**, date de ma nomination par le conseil municipal, au **31 décembre 2014**.

Au lendemain de ma nomination, je me suis mis à la tâche afin de bâtir une solide équipe de professionnels et ainsi créer le premier **Bureau de l'inspecteur général au Canada**, malgré le fait que l'Assemblée nationale du Québec n'avait pas encore adopté la loi créant la fonction d'inspecteur général de la Ville de Montréal.

Ce n'est que le 13 juin 2014 que la *Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal* est entrée en vigueur et que la fonction d'inspecteur général allait être légalement créée avec les devoirs, pouvoirs et responsabilités qui lui incombent.

Le dépôt des rapports de l'inspecteur général sont prévus à l'article 57.1.23 de la *Charte de la Ville de Montréal*, qui se lit comme suit :

Au plus tard le 31 mars de chaque année, l'inspecteur général transmet au greffier et au maire de la ville, et ce, pour dépôt au conseil à la première séance ordinaire qui suit sa réception, un rapport constatant les résultats des réalisations de son mandat et formulant des recommandations, le cas échéant. Il transmet également ce rapport au commissaire à la lutte contre la corruption et à l'Autorité des marchés financiers.

L'inspecteur général peut également, en tout temps, transmettre au maire et au greffier tout rapport faisant état de constatations ou de recommandations qui, de son avis, méritent d'être portées à l'attention du conseil. Le maire dépose ce rapport à la première séance ordinaire du conseil qui suit sa réception.

L'inspecteur général peut inclure dans ces rapports tout avis ou toute recommandation qu'il juge nécessaire d'adresser au conseil.

En outre, il peut, en tout temps, adresser tout avis ou toute recommandation qu'il juge nécessaire à toute instance décisionnelle de la ville.



En vertu du 2^e paragraphe de cet article, **le Bureau de l'inspecteur général a le privilège de pouvoir s'adresser aux instances décisionnelles de la Ville et ce, aussi souvent que nécessaire.** De par les constatations soulevées et les recommandations produites à l'occasion de rapports ponctuels rédigés à la suite de signalements, ou de sa propre initiative, le Bureau de l'inspecteur général informe ainsi les élus, au fur et à mesure, de toute problématique soulevée et suggère à ceux-ci des pistes de solution.

D'autre part, le Bureau de l'inspecteur général a pris l'engagement de produire des rapports de qualité exceptionnelle qui soient opportuns, objectifs, exacts et présentés de telle façon que les personnes et organismes sous sa juridiction soient en mesure d'agir suivant l'information transmise.

Le dépôt de rapports et recommandations ponctuels est la mesure qu'entend privilégier le Bureau de l'inspecteur général. Déjà en 2014, trois (3) rapports publics avec des recommandations spécifiques ont été déposés aux instances décisionnelles.

Le présent rapport annuel sera en conséquence l'occasion de présenter plutôt les réalisations marquantes de l'année 2014 et les priorités que nous entendons mettre en œuvre au cours de la prochaine année.

L'inspecteur général,

Denis Gallant, A.d. E.



Table des matières

Mot de l'inspecteur général

Le rapport annuel 2014 et les recommandations au conseil

L'inspecteur général et son équipe

1.	La création d'un poste d'inspecteur général pour Montréal	1
1.1.	Engagement pour un inspecteur général à Montréal.....	1
1.2.	Un concept américain	2
1.3.	La nomination de l'inspecteur général de la Ville de Montréal.....	4
1.4.	Le mandat de l'inspecteur général de la Ville de Montréal	4
1.5.	L'indépendance de l'inspecteur général de la Ville de Montréal	6
1.6.	Compétence sur la Ville, les organismes liés et les fournisseurs	8
1.7.	Les pouvoirs de l'inspecteur général de la Ville de Montréal.....	9
1.7.1.	Pouvoirs d'exiger des renseignements et des documents.....	9
1.7.2.	Pouvoirs d'inspection.....	10
1.7.3.	Pouvoirs d'annulation, de résiliation et de suspension	10
1.7.4.	Pouvoir de recommandation	11
1.7.5.	Délégation de pouvoirs	11
1.7.6.	Entrave à l'exercice des fonctions.....	11
1.8.	Utilisation des pouvoirs conférés par la loi	12
1.8.1.	Témoins et intervenants rencontrés par les enquêteurs.....	12
1.8.2.	Demande de renseignements ou de documents / Accès à un bâtiment et inspections.....	12
1.8.3.	Pouvoirs d'annulation, de résiliation et de suspension	13
1.8.4.	Pouvoir de faire des recommandations au conseil.....	13
1.8.5.	Signalements et dénonciations	13
1.8.6.	Confidentialité et protection des dénonciateurs.....	14
1.9.	Cheminement d'un signalement ou d'une dénonciation	16
1.9.1.	La réception du signalement ou de la dénonciation	16
1.9.2.	L'analyse et l'enquête	16
1.9.3.	La décision de l'inspecteur général de la Ville de Montréal.....	16
1.9.4.	Dépôt d'un rapport public.....	17



2.	Réalisations en 2014	17
2.1.	Priorité n° 1 : Répondre aux signalements et réaliser des enquêtes	17
2.1.1.	Enquêtes en cours	18
2.1.2.	Enquêtes fermées	18
2.1.3.	Rapports publics et recommandations	21
2.2.	Priorité n° 2 : Mise sur pied d'un premier Bureau d'inspecteur général	30
2.2.1.	Les valeurs du Bureau de l'inspecteur général	30
2.2.2.	La structure du Bureau de l'inspecteur général	31
2.2.3.	Le recrutement de l'équipe	32
2.2.4.	Choix des bureaux, emménagement et acquisition de biens	33
2.2.5.	Mise en ligne du site Internet	34
2.2.6.	Réseautage avec les bureaux américains	34
2.3.	Priorité n° 3 : Mise en place de la ligne de signalement et de dénonciation	35
2.3.1.	Historique de la ligne éthique de la Ville de Montréal	35
2.3.2.	Fusion des deux lignes : La ligne de signalement et de dénonciation du Bureau de l'inspecteur général	36
2.3.3.	Annulation du contrat avec la firme externe	36
2.3.4.	Discussions pour la prise en charge de la ligne de signalement et de dénonciation de la STM	37
2.3.5.	Résultats 2014, un nombre record de signalements	37
3.	Les priorités du Bureau de l'inspecteur général pour 2015	40
3.1.	Enquêter	40
3.2.	Surveiller (plan de surveillance continue)	41
3.3.	Former et sensibiliser	43
3.4.	Consolidation du Bureau de l'inspecteur général	44
	Annexe 1 – Reddition de compte	45
	Annexe 2 – Recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général	46

L'inspecteur général et son équipe



**Inspecteur général
Denis Gallant, Ad. E.**

Titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université de Sherbrooke et d'une maîtrise en droit de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Me Gallant est membre du Barreau du Québec depuis 1990.

En poste depuis février 2014 à titre de premier inspecteur général au Canada, il a le mandat de promouvoir l'intégrité, prévenir et lutter contre toute manœuvre dolosive dans le cadre de l'octroi et l'exécution de contrats de la Ville de Montréal et des autres organismes de la Ville.

Avant sa nomination à titre d'inspecteur général de la Ville de Montréal, il était procureur en chef adjoint de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC).

Auparavant, il a occupé la fonction de procureur de la couronne pendant de nombreuses années. Spécialisé en matière de poursuites criminelles concernant les stupéfiants et le crime organisé, il a d'abord œuvré au Bureau de lutte au crime organisé du ministère de la Justice du Québec pour ensuite se joindre, en 2007, au Service des poursuites pénales du Canada où il occupait le poste de procureur fédéral et chef d'équipe. Enfin, il a débuté sa carrière d'avocat à l'aide juridique de Montréal où il a pratiqué pendant plusieurs années, dont la majeure partie en droit criminel.

Me Gallant a plaidé devant tous les tribunaux de juridiction criminelle au Québec. À titre de poursuivant, il a œuvré dans plusieurs dossiers complexes en matière de crime organisé devant jury et en appel.

Pendant plusieurs années, il a enseigné le droit criminel, notamment la preuve et la procédure pénale à la Faculté de science politique et de droit à l'Université du Québec à Montréal, ainsi qu'à l'École du Barreau du Québec. Il a également enseigné le droit criminel à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke ainsi qu'à la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal. Enfin, il est souvent appelé à titre de conférencier lors de colloques et de journées d'étude.

En 2011, le Barreau du Québec lui a décerné la distinction Avocat émérite (Advocatus Emeritus).

En 2015, l'*Association of Inspectors General* lui a décerné la certification *Certified Inspector General (CIG)*.



**Premier inspecteur général adjoint –
Stratégies, coordination et intégrité
Éric-Christopher Desnoyers**

Titulaire d'un baccalauréat en comptabilité de management de l'Université du Québec à Montréal et d'un diplôme de deuxième cycle en juricomptabilité de l'Université de Toronto, M. Desnoyers est membre des Comptables professionnels agréés du Québec (CPA), des Administrateurs agréés du Québec (Adm. A.), du Réseau d'éthique organisationnelle du Québec (RÉOQ) et de l'*Association des inspecteurs généraux* (CIG et CIGA).

Avant sa nomination au Bureau de l'inspecteur général, il était le chef de la gouvernance, de l'éthique et de l'audit interne à la Ville de Montréal. Parmi ses réalisations, il a participé à la mise sur pied du Bureau du contrôleur général, à la refonte du code de conduite, à la mise en place des indicateurs et des tableaux de bord institutionnels ainsi que de la table de gouvernance. Avant son arrivée à la Ville de Montréal, il a œuvré dans les domaines de l'aéronautique et de l'informatique. Enfin, il a effectué, en tant que consultant, des mandats de gestion gouvernementale à l'international.



**Inspecteur général adjoint – Expertise et analyse
Pierre Egesborg**

M. Egesborg est à l'emploi de la Ville de Montréal depuis plus de 20 ans, a occupé le poste de chef de division génie ainsi que celui de directeur intérimaire des travaux publics à l'arrondissement de Saint-Léonard. Il occupait jusqu'à récemment le poste de chef de division - Gestion des contrats et analyses techniques au Bureau du contrôleur général. Ces expériences lui ont permis d'acquérir une vaste connaissance des diverses activités en matière d'ingénierie municipale ainsi que le processus d'approvisionnement, la gestion et l'analyse de contrats.

M. Egesborg est détenteur d'un baccalauréat en génie civil de l'université McGill et est membre de l'ordre des ingénieurs du Québec.



Inspecteur général adjoint – Inspections et enquêtes
Robert Pigeon

Enquêteur chevronné, M. Pigeon est un gestionnaire ayant géré plusieurs équipes d'enquête au cours de ses nombreuses années à la Sûreté du Québec. Il s'est notamment distingué par sa participation à des enquêtes d'envergure, entre autres celles reliées aux motards, et a reçu trois prix pour son engagement dans la lutte au crime organisé.

M. Pigeon a aussi occupé le poste de directeur des opérations et des enquêtes à la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (Commission Charbonneau). Cette expérience unique lui a permis d'acquérir une vision globale des enjeux en matière d'enquêtes contractuelles, de stratagèmes, de collusion et de corruption au Québec.



Inspecteur général adjoint – Affaires juridiques
Philippe Berthelet

Titulaire d'une licence en droit de l'Université d'Ottawa, Me Berthelet est membre du Barreau du Québec depuis 1989.

Avocat chevronné en droit administratif, en libertés publiques et droit de la personne au Service des affaires juridiques de la Ville depuis 25 ans, il a représenté la Ville de Montréal dans plusieurs mandats d'envergure devant tous les tribunaux de droit commun et la grande majorité des tribunaux administratifs du Québec. Également spécialiste en droit de l'accès à l'information, il fut invité en 2012 par le Barreau du Québec et la Commission d'accès à titre de conférencier à l'occasion du 30^e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'accès.

1. La création d'un poste d'inspecteur général pour Montréal

La Ville de Montréal a toujours été un grand donneur d'ouvrage. Disposant de budgets importants pour réaliser ses travaux, la métropole du Québec, à elle seule, octroie des milliers de contrats annuellement pour une valeur dépassant un milliard de dollars. Par ailleurs, ce chiffre augmente considérablement lorsque l'on ajoute les différents organismes en lien avec celle-ci telle que la Société de transport de Montréal (STM).

L'actualité des dernières années a mis en relief plusieurs scandales et problématiques à la Ville de Montréal en y exposant des cas de corruption, de collusion, de conflits d'intérêts et de mauvaise gestion. Ces différents événements ont eu des répercussions négatives sur l'opinion publique.¹

Le 9 novembre 2011, le gouvernement du Québec a mis sur pied la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction (CEIC). Les audiences de l'automne 2012 et de l'hiver 2013 ont porté principalement sur la situation prévalant à la Ville de Montréal. Les témoignages entendus ont généré une attention médiatique particulière qui s'est ajoutée aux cas déjà mis en lumière dans l'actualité. Bien que le rapport de la CEIC n'ait pas été produit à ce jour, et sans se prononcer sur la crédibilité des témoignages entendus², on peut déjà constater que les travaux de la CEIC ont attiré l'attention de la population sur l'existence d'un système sophistiqué de collusion et de partage de contrats municipaux, de corruption de fonctionnaires ainsi que de déficiences marquées en matière d'éthique et d'intégrité.

1.1. Engagement pour un inspecteur général à Montréal

Le 3 novembre 2013, monsieur Denis Coderre est élu maire de la Ville de Montréal. Il s'est engagé à doter la Ville de Montréal d'un Bureau d'inspecteur général à l'image de ceux existants aux États-Unis.

Comme la création du poste d'inspecteur général impliquait des modifications à la *Charte de la Ville de Montréal*, le comité exécutif de la Ville³ mandate, le 20 novembre 2013, le Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière, en collaboration avec le Bureau du contrôleur général, afin de soumettre au gouvernement du Québec les modifications requises à la *Charte* de manière à ce qu'elles puissent être intégrées à un projet de loi à être présenté à l'Assemblée nationale dans les meilleurs délais.

¹ À titre d'exemples : pots-de-vin dans l'arrondissement Saint-Laurent (2004), fraude informatique (2008), Faubourg Contrecoeur (2008), réfection du toit de l'hôtel de ville (2009), scandale des compteurs d'eau (2009).

² Il appartiendra aux commissaires d'évaluer la crédibilité des témoins entendus devant la Commission. La CEIC a jusqu'au 30 novembre 2015 pour déposer son rapport et ses recommandations.

³ Résolution CE13 1723 (Séance ordinaire du mercredi 20 novembre 2013).



Le 26 novembre 2013 le maire de Montréal explique au conseil municipal sa vision quant à un poste d'inspecteur général à Montréal. En voici un extrait :

Évidemment, le poste d'inspecteur général, pour nous c'est un élément essentiel dans notre plan anticorruption. [...]

L'inspecteur général va être un peu, un genre de commissaire d'enquête permanent. Une personne qui va avoir, on veut qu'il ait un pouvoir d'enquête, un pouvoir de contrainte. Une personne totalement indépendante qui devra être élue par les 2/3 du conseil de ville. Ce n'est pas une personne qui va être sous ni le maire ni le directeur général, c'est vraiment une personne qui va être indépendante, et qui va dépolitiser d'une certaine façon tout l'ensemble de la politique d'achat, toute la réalité contractuelle.

Donc, c'est un changement de culture total, c'est une première au Canada. Du côté anglo-saxon, c'est une pratique courante notamment au niveau des États-Unis [...]

Son rôle n'est pas de jouer à la police, donc tout ce qui touche l'ÉPIM, l'UPAC, on ne touche pas à ça. Tout ce qui touche la question criminelle, c'est fait par les opérations policières, mais en termes de personne qui doit s'occuper d'un contrat, qui est capable de le rouvrir, qui est capable pendant le processus et même après de s'assurer [...] qu'on n'ait pas de fraudeurs, qu'on ne puisse pas revivre les mêmes problèmes qu'on a vécus dans le passé, je pense qu'elle va avoir un impact majeur sur la façon d'être [...]

Ce qui est changé avec l'inspecteur général, c'est quelque chose comme j'ai dit totalement à part, il va avoir un pouvoir de contrainte. Non seulement il va pouvoir enquêter suite à une plainte, mais de façon inopinée il peut aller dans quelque processus que ce soit.⁴

1.2. Un concept américain

Comme le mentionnait le maire de Montréal, il s'agit d'un concept très répandu chez nos voisins du Sud et qui n'existait pas au Canada avant la création du Bureau de Montréal. On recense plus de deux cent cinquante-quatre (254) bureaux d'inspecteur général aux États-Unis. La fonction d'inspecteur général existe au niveau du gouvernement fédéral, des états ainsi que dans un grand nombre de villes américaines.⁵ La majorité de ces

⁴ Conseil municipal du 26 novembre 2013 (à partir de 17:45), Ordre du jour et dépôt de documents, (Webdiffusion), URL : http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5798_85945653&_dad=portal&_schema=PORTAL, site Internet consulté le 2015-03-18.

⁵ Premier Bureau de l'inspecteur général créé au niveau fédéral en 1976. Augmentation constante du nombre après 1988 et accélérée depuis 2005.

bureaux font partie de l' « **Association of Inspectors General** » [Ci-après l'*Association des inspecteurs généraux*].

Cette association, fondée en 1996, a comme fonction de :

[Traduction]

*favoriser et promouvoir l'imputabilité publique et l'intégrité dans les domaines généraux de la prévention, de l'examen, de l'enquête, de l'audit, de la détection, de l'élimination et de la répression des fraudes, du gaspillage et des abus par la recherche et l'analyse des politiques; normaliser les pratiques, les politiques et l'éthique; encourager le développement professionnel en offrant et en parrainant des programmes de formation; et enfin, l'Association doit établir les qualifications professionnelles, la certification et l'octroi de licences pour ses membres.*⁶

Selon l'*Association* voici ce que devrait être et ce que devrait faire un inspecteur général :

[Traduction]

*L'imputabilité est essentielle au maintien de la confiance du public dans notre démocratie. **Les inspecteurs généraux sont, à tous les niveaux du gouvernement, chargés d'entretenir et de promouvoir l'imputabilité et l'intégrité.** Bien que la portée de cette surveillance varie parmi les bureaux d'inspecteur général, le niveau de confiance du public ainsi que ses attentes restent exceptionnellement élevés face à ceux-ci. **Le public s'attend à ce que les inspecteurs généraux s'assurent que les représentants gouvernementaux soient imputables de l'efficience, de l'efficacité, de l'économie, et qu'ils préviennent, détectent, identifient, exposent et éliminent la fraude, le gaspillage, la corruption, les actes illégaux et les abus.** Les attentes du public sont mieux servies par les inspecteurs généraux lorsque ceux-ci suivent les principes de base d'intégrité, d'objectivité, d'indépendance, de confidentialité, de professionnalisme, de compétence, de courage, de confiance, d'honnêteté, d'impartialité, de franchise, d'imputabilité publique et de respect envers les autres et envers eux-mêmes. **Les inspecteurs généraux reçoivent des pouvoirs importants pour remplir leurs responsabilités. Dans l'exercice de ces pouvoirs, les inspecteurs généraux doivent considérer leurs fonctions comme une charge publique et leur premier devoir comme étant de servir l'intérêt public.***⁷

⁶ Association of Inspectors General, *Principles and Standards for Offices of Inspector General*, introduction, (traduction libre). URL: <http://www.cabq.gov/audit/documents/OIGStandards-Greenbook.pdf>, site Internet consulté le 2015-03-31.

⁷ Association of Inspectors General, *Principles and Standards for Offices of Inspector General*, introduction, (traduction libre). URL: <http://www.cabq.gov/audit/documents/OIGStandards-Greenbook.pdf>, site Internet consulté le 2015-03-31.



Adhérant à toutes ces valeurs, le Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal est membre de l'*Association des inspecteurs généraux* depuis le 19 juin 2014.

1.3. La nomination de l'inspecteur général de la Ville de Montréal

Le 12 février 2014, le projet de loi n°73 (*Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal*) a été déposé à l'Assemblée nationale. Le même jour, le maire de Montréal annonce qu'il entend proposer Me Denis Gallant pour occuper le poste d'inspecteur général.

Le 24 février 2014, le conseil municipal a entériné à l'unanimité la nomination de Me Denis Gallant à titre d'inspecteur général de la Ville de Montréal⁸. Me Gallant est entré en fonction le lendemain afin de bâtir une équipe et créer le premier bureau du genre au Canada.

Au début du printemps 2014, en raison du déclenchement des élections provinciales, le projet de loi n°73 ne peut être adopté par l'Assemblée nationale et meurt au feuillet. En l'absence d'une loi et malgré le peu de personnel, l'inspecteur général amorce quand même certaines enquêtes et se concentre sur la mise sur pied de ce nouveau bureau.

Dès l'arrivée en poste de l'inspecteur général, celui-ci reçoit des signalements. En conséquence, il met en place une ligne téléphonique (**514 280-2800**) pour faciliter la communication. Pour l'aider à débiter rapidement ses enquêtes, deux (2) enquêteurs chevronnés sont prêtés par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) ainsi que par la Sûreté du Québec (SQ).

Le 22 mai 2014, un nouveau projet de loi est déposé à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi a été le premier projet déposé par le nouveau gouvernement provincial. Le projet de loi n°1 (*Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal*) a été sanctionné le 13 juin 2014. La *Charte de la Ville de Montréal*, chapitre C-11.4 a été modifiée en conséquence et la fonction d'inspecteur général a alors été légalement créée avec les devoirs, pouvoirs et responsabilités qui lui incombent.

1.4. Le mandat de l'inspecteur général de la Ville de Montréal

L'inspecteur général a le mandat de **surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci** par la Ville ou par une personne morale qui lui est liée. Il doit **promouvoir l'intégrité, prévenir et lutter contre toute manœuvre dolosive** dans le cadre de l'octroi et l'exécution de contrats.

⁸ Résolution CM14 0103 (Assemblée ordinaire du lundi 24 février 2014, Séance tenue le 24 février 2014).

En vertu de la loi, l'inspecteur général a également le devoir de :

- **Recommander** au conseil toute mesure visant à prévenir les manquements à l'intégrité dans le cadre de la passation des contrats par la Ville ou dans le cadre de leur exécution;
- **Recommander** au conseil toute mesure visant à favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la Ville en matière de passation ou d'exécution de contrats;
- **Vérifier**, au sein de la Ville, l'application de telles mesures adoptées par tout conseil;
- **Former** les membres des conseils, de même que les fonctionnaires et les employés.

⚖️ LA LOI ⚖️

Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q. c. C-11.4)

Art. 57.1.8

L'inspecteur général a pour mandat de surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci par la ville ou par une personne morale visée au paragraphe 1° du cinquième alinéa de l'article 57.1.9.

L'inspecteur général recommande au conseil toute mesure visant à prévenir les manquements à l'intégrité dans le cadre de la passation des contrats par la ville ou dans le cadre de leur exécution. L'inspecteur général recommande également au conseil toute mesure visant à favoriser le respect des dispositions légales et des exigences de la ville en matière de passation ou d'exécution de contrats. En outre, l'inspecteur général vérifie, au sein de la ville, l'application de telles mesures adoptées par tout conseil.

L'inspecteur général a également pour mandat de former les membres des conseils, de même que les fonctionnaires et employés afin qu'ils reconnaissent et préviennent les manquements à l'intégrité et aux règles applicables dans le cadre de la passation des contrats par la ville ou dans le cadre de leur exécution.



1.5. L'indépendance de l'inspecteur général de la Ville de Montréal

L'indépendance est un concept fondamental et nécessaire pour exercer la fonction d'inspecteur général. En effet, sans indépendance comment peut-on s'assurer que les rapports, avis et recommandations de celui-ci soient objectifs, impartiaux et dénués de conflit d'intérêts? L'indépendance en apparence et dans les faits doit être assurée par une protection, une autonomie et une liberté d'action.

Les éléments suivants sont le gage de l'indépendance de l'inspecteur général :

A. Créé par la loi

La fonction d'inspecteur général a été créée par une loi de l'Assemblée nationale du Québec et ne peut être appelée à disparaître en fonction d'une volonté politique de l'administration municipale.

B. Nomination non partisane, protégée et sans conflit d'intérêts

L'inspecteur général est nommé par le conseil municipal aux deux tiers des voix des membres du conseil. Il est nommé pour un mandat de cinq ans qui ne peut être renouvelé. Pour destituer ou suspendre l'inspecteur général, un vote des deux tiers des membres du conseil est également requis.

C. Autonomie hiérarchique

Ni le maire ni le directeur général de la Ville n'ont autorité sur l'inspecteur général. Celui-ci relève directement du conseil municipal. Le Bureau de l'inspecteur général réalise ses travaux de façon totalement autonome. Le Bureau débute et met en œuvre des enquêtes de sa propre initiative ou faisant suite aux signalements et dénonciations reçus. Rien ni personne ne peut influencer les enquêtes, rapports, avis et recommandations du Bureau de l'inspecteur général.

D. Autonomie budgétaire

Le Bureau de l'inspecteur général ne peut être soumis à des coupures ou des compressions budgétaires qui risqueraient d'affecter ses activités et opérations. En effet, le budget de la Ville doit comprendre une somme équivalente à 0,11% de son budget global pour les dépenses relatives à l'exercice des fonctions de l'inspecteur général. La récurrence du budget est donc garantie à moins d'une diminution de la valeur du budget de fonctionnement de la Ville de Montréal.

⚖️ LA LOI ⚖️

Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q. c. C-11.4)

Art. 57.1.1.

La ville nomme un inspecteur général et fixe son traitement.

La nomination de l'inspecteur général est faite par le conseil ordinaire de la ville.

La résolution nommant l'inspecteur général est adoptée, sur la recommandation du maire, aux deux tiers des voix des membres du conseil.

Un vote des deux tiers des voix des membres du conseil est également requis pour destituer ou suspendre sans traitement l'inspecteur général.

Art. 57.1.2.

Les conditions minimales pour être nommé inspecteur général et pour le demeurer sont les suivantes :

*1° être membre, depuis au moins 10 ans, du Barreau du Québec ou de la Chambre des notaires du Québec pour autant qu'il n'ait pas fait ou qu'il ne fasse pas l'objet d'une mesure disciplinaire;
[...]*

Art. 57.1.4.

L'inspecteur général est nommé pour un mandat de cinq ans qui ne peut être renouvelé et il demeure en fonction jusqu'à la nomination de son successeur.

Art. 57.1.5.

L'inspecteur général exerce ses fonctions de façon exclusive et à temps plein.

Art. 57.1.7.

Malgré l'article 113 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19), le directeur général de la ville n'a pas autorité sur l'inspecteur général, qui relève directement du conseil.



Art. 57.1.21.

Le budget de la ville doit comprendre un crédit pour le versement à l'inspecteur général d'une somme destinée au paiement des dépenses relatives à l'exercice de ses fonctions.

Ce crédit doit être égal ou supérieur au produit que l'on obtient en multipliant le total des autres crédits prévus au budget de la ville, pour les dépenses de fonctionnement, par 0,11 %.

Ce crédit constitue une dépense mixte assujettie au règlement prévu à l'article 69 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001).

1.6. Compétence sur la Ville, les organismes liés et les fournisseurs

La juridiction du Bureau de l'inspecteur général porte sur plus de dix-huit (18) organismes incluant la Ville de Montréal, comporte un budget annuel dépassant six (6) milliards de dollars, des effectifs supérieurs à trente-huit mille (38 000) employés (la Ville de Montréal compte à elle seule plus de 28 000 employés) et plus de cinquante mille (50 000) fournisseurs.

+ de 6 000 000 000	Budget annuel
+ de 50 000	Fournisseurs
+ de 38 000	Employés
+ de 18	Organismes (incluant la Ville de Montréal)

1 Bureau de l'inspecteur général

Plus particulièrement, l'inspecteur général exerce son mandat à l'égard des personnes et personnes morales suivantes⁹ :

- la Ville;
- les fonctionnaires ou employés de la Ville ou organismes en lien avec celle-ci;
- les membres d'un conseil;
- les membres d'un comité de sélection;
- le maire de la Ville ou les membres du cabinet d'un maire de la Ville;
- les conseillers désignés au sens de l'article 114.5 de la *Loi sur les cités et villes*;¹⁰

⁹ Art. 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal* (R.L.R.Q. c. C-11.4).

¹⁰ Le chef élu de l'opposition et tout chef de parti ayant obtenu au moins 20 % de tous les votes valides.

- les membres du cabinet de ces conseillers désignés;
- les personnes ou représentants des personnes morales suivantes:
 - personnes morales qui font partie du périmètre comptable de la Ville, soit les entités suivantes:
 - Anjou 80
 - Bixi Montréal
 - Bureau du taxi
 - Conseil des arts de Montréal
 - Conseil interculturel de Montréal
 - Corporation d'habitation Jeanne-Mance
 - Office de consultation publique de Montréal
 - Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM)
 - Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM)
 - Société de transport de Montréal (STM)
 - Transgesco SEC
 - Société du parc Jean-Drapeau (SPJD)
 - Société de gestion Marie-Victorin
 - Société de gestion du port de plaisance de Lachine
 - Société en commandite Stationnement de Montréal
 - Technoparc Montréal (anciennement Technoparc de Saint-Laurent)
 - Fiducie du Technoparc de Montréal.
 - personnes morales dont la Ville ou un mandataire de celle-ci nomme plus de 50% des membres de son conseil d'administration;
 - personnes morales dont la Ville ou un mandataire de celle-ci détient plus de 50% de ses parts ou actions votantes en circulation;
 - personne qui est en relation contractuelle avec la Ville ou un organisme lié;
 - sous-contractant d'une personne qui est en relation contractuelle avec la Ville ou un organisme lié.

1.7. Les pouvoirs de l'inspecteur général de la Ville de Montréal

Afin de pouvoir exercer efficacement ses fonctions et de mener à bien son mandat de **surveiller les processus de passation des contrats et l'exécution de ceux-ci** par la Ville ou par une personne morale qui lui est liée. Le législateur a dévolu à l'inspecteur général des pouvoirs importants.

1.7.1. Pouvoirs d'exiger des renseignements et des documents

Dans l'exercice de ses fonctions, l'inspecteur général a le droit d'examiner et de prendre copie de tout livre, registre ou dossier ou d'obtenir tout renseignement, pertinent à la réalisation de son mandat, de la Ville ou de tout fonctionnaire ou employé de celle-ci, de



tout membre d'un conseil ou d'un comité de sélection, du cabinet d'un maire de la Ville ou d'un conseiller désigné au sens de l'article 114.5 de la *Loi sur les cités et villes* ou de tout membre du personnel de ce cabinet ou d'un contractant ou de tout représentant de celui-ci.¹¹

1.7.2. Pouvoirs d'inspection

L'inspecteur général peut, à toute heure raisonnable, pénétrer dans un bâtiment pour procéder à l'examen de tout livre, registre ou dossier.

L'inspecteur général peut, en outre, utiliser tout ordinateur, tout matériel ou toute autre chose se trouvant sur les lieux visités pour accéder à des données pertinentes à la réalisation de son mandat et contenus dans un appareil électronique, un système informatique ou un autre support ou pour vérifier, examiner, traiter, copier ou imprimer de telles données.

Il peut obliger le propriétaire ou l'occupant des lieux visités et toute autre personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.¹²

1.7.3. Pouvoirs d'annulation, de résiliation et de suspension

L'inspecteur général peut annuler tout processus de passation d'un contrat de la Ville ou de toute personne morale qui lui est liée, résilier tout contrat de la Ville ou de cette personne morale ou suspendre l'exécution d'un tel contrat lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

1. s'il constate le non-respect d'une des exigences des documents d'appel d'offres ou d'un contrat, ou que des renseignements donnés dans le cadre du processus de passation d'un contrat sont faux;
2. s'il est d'avis que la gravité des manquements constatés justifie l'annulation, la résiliation ou la suspension.

Il est à noter que la décision de l'inspecteur général d'annuler un processus de passation d'un contrat, de résilier un contrat ou de suspendre l'exécution d'un tel contrat peut toutefois être renversée par le conseil concerné de la Ville ou par le conseil de la Ville qui est compétent eu égard au mandat de la personne morale qui est liée à la Ville.¹³

¹¹ Art. 57.1.9 de la *Charte de la Ville de Montréal* (R.L.R.Q. c. C-11.4).

¹² Ibid.

¹³ Art. 57.1.12 de la *Charte de la Ville de Montréal* (R.L.R.Q. c. C-11.4).

1.7.4. Pouvoir de recommandation

L'inspecteur général peut en tout temps, transmettre au maire et au greffier tout rapport faisant état de constatations ou de recommandations qui, de son avis, méritent d'être portées à l'attention du conseil. Le maire dépose ce rapport à la première séance ordinaire du conseil qui suit sa réception.

L'inspecteur général peut inclure dans ces rapports tout avis ou toute recommandation qu'il juge nécessaire d'adresser au conseil. En outre, il peut, en tout temps, adresser tout avis ou toute recommandation qu'il juge nécessaire à toute instance décisionnelle de la Ville.¹⁴

1.7.5. Délégation de pouvoirs

L'inspecteur général peut déléguer ses pouvoirs par écrit aux membres de son personnel, sauf ceux d'annuler un appel d'offres, de résilier un contrat ou de suspendre l'exécution d'un contrat qui ne peuvent être délégués qu'à la personne portant le titre d'inspecteur général adjoint au sens de l'article 57.1.19 de la *Charte de la Ville de Montréal*.¹⁵

1.7.6. Entrave à l'exercice des fonctions

Constitue une infraction et sont passibles d'amende les comportements suivants :

- Entraver ou tenter d'entraver de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions de l'inspecteur général;
- Tromper par des réticences ou de fausses déclarations;
- Refuser de lui fournir un document ou un renseignement qu'il peut exiger ou examiner;
- Cacher ou détruire un tel document ou renseignement.

¹⁴ Art. 57.1.23 de la *Charte de la Ville de Montréal* (R.L.R.Q. c. C-11.4).

¹⁵ Art. 57.1.19 de la *Charte de la Ville de Montréal* (R.L.R.Q. c. C-11.4).



⚖ LA LOI ⚖

Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q. c. C-11.4)

Art. 57.1.16

*Quiconque entrave ou tente d'entraver de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions de l'inspecteur général, le trompe par des réticences ou de fausses déclarations, refuse de lui fournir un document ou un renseignement qu'il peut exiger ou examiner ou cache ou détruit un tel document ou renseignement commet une infraction et est passible d'une amende de **4 000 \$ à 20 000 \$**.*

En cas de récidive, cette amende est portée au double.

À ce jour, aucun constat n'a été émis pour une infraction d'entrave à l'exercice des fonctions de l'inspecteur général.

1.8. Utilisation des pouvoirs conférés par la loi

1.8.1. Témoins et intervenants rencontrés par les enquêteurs

Les enquêteurs et les experts bénéficient tous d'une délégation de pouvoir de l'inspecteur général. Par conséquent, chacun d'eux peut rencontrer ou communiquer avec des fonctionnaires, des élus, des membres siégeant à des comités de sélections ou d'administration, des soumissionnaires, et également avec toute personne ayant un lien contractuel avec la Ville et ses organismes liés.

Pour l'année 2014 (24 février au 31 décembre), les employés du Bureau de l'inspecteur général ont rencontré ou communiqué avec plus de deux cents (200) intervenants ou témoins.

1.8.2. Demande de renseignements ou de documents / Accès à un bâtiment et inspections

Les employés du Bureau sont autorisés à la pièce et par écrit par l'inspecteur général ou par l'inspecteur général adjoint (affaires juridiques) à exiger la production de tout document ou renseignement. La même procédure vaut également pour l'accès à un lieu ou à un

bâtiment, d'accéder à des données contenues dans un ordinateur ainsi que le pouvoir d'ordonner à toute personne se trouvant sur les lieux à lui prêter toute aide raisonnable.

Depuis que le Bureau de l'inspecteur général exerce les pouvoirs conférés par la loi (13 juin au 31 décembre 2014), vingt (20) demandes de production de renseignements ou de documents ont été exigées.

Au cours de la même période, l'inspecteur général a autorisé que soit effectuée une (1) inspection chez une personne morale en relation contractuelle avec une personne morale liée à la Ville de Montréal.

1.8.3. Pouvoirs d'annulation, de résiliation et de suspension

Au cours du présent exercice d'une durée de six (6) mois, l'inspecteur général n'a tout simplement pas été en mesure d'exercer les pouvoirs prévus à l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal*, soit ceux de :

- **Annuler** tout processus de passation d'un contrat de la Ville ou de toute personne morale qui lui est liée;
- **Résilier** tout contrat de la Ville ou de cette personne morale;
- **Suspendre** l'exécution d'un tel contrat.

Les conditions pour que l'inspecteur général puisse de son propre chef annuler un appel d'offres ou résilier un contrat sont très restreintes. En effet, ce pouvoir d'intervention est limité au non-respect d'une des exigences des documents d'appel d'offres ou d'un contrat, ainsi qu'aux renseignements transmis par un soumissionnaire qui s'avèreraient faux et suffisamment graves.

1.8.4. Pouvoir de faire des recommandations au conseil

Tel qu'il sera vu plus en détail dans la section *Réalisations en 2014*, l'inspecteur général a déposé trois (3) rapports publics en 2014 et à ces occasions formulé plusieurs recommandations.

1.8.5. Signalements et dénonciations

Toute personne (citoyens, employés, fournisseurs ou élus) peut communiquer au Bureau de l'inspecteur général tout renseignement qu'elle juge pertinent à la réalisation du mandat de l'inspecteur général.



Il est possible de joindre le Bureau de l'inspecteur général de ces façons :

-  Par téléphone : 514 280-2800
-  Par le formulaire en ligne : www.bigmtl.ca
-  Par courriel : BIG@bigmtl.ca
-  Par télécopieur : 514 280-2877
-  Par la poste ou en personne : 1550, rue Metcalfe, 12e étage, bureau 1200, Montréal (Québec) H3A 1X6

1.8.6. Confidentialité et protection des dénonciateurs

Le Bureau de l'inspecteur général traite d'une manière confidentielle, objective et impartiale tous les signalements reçus.

C'est notamment par le courage des personnes qui signalent ou qui dénoncent des situations que le Bureau de l'inspecteur général peut initier des enquêtes. En conséquence, l'inspecteur général a le devoir et l'obligation de **prendre toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer que l'anonymat d'une personne qui fait un signalement ou une dénonciation soit préservé.**

Une personne qui communique, signale ou dénonce au Bureau de l'inspecteur général est protégée. La loi interdit d'exercer des mesures de représailles contre une personne qui communique avec l'inspecteur général ou encore de la menacer de mesures de représailles pour qu'elle s'abstienne de communiquer avec le Bureau de l'inspecteur général. Enfin, le législateur a prévu de lourdes amendes pour ceux et celles qui seraient tentés d'exercer des mesures de représailles à l'endroit d'une personne qui collabore avec le Bureau de l'inspecteur général.

⚖️ LA LOI ⚖️

Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q. c. C-11.4)

Art. 57.1.13.

Toute personne peut communiquer à l'inspecteur général tout renseignement pertinent à la réalisation de son mandat¹⁶ [...]

La personne qui communique à l'inspecteur général un renseignement

¹⁶ Voir les exceptions prévues à l'article 57.1.13 *Charte de la Ville de Montréal* (R.L.R.Q. c. C-11.4).

autorisé en vertu du premier alinéa peut le faire malgré la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, la Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé (chapitre P-39.1), toute autre restriction de communication prévue par d'autres lois du Québec et toute obligation de loyauté ou de confidentialité pouvant la lier, notamment à l'égard de son employeur ou de son client.

Le deuxième alinéa n'a toutefois pas pour effet d'autoriser la personne qui communique avec l'inspecteur général à divulguer des renseignements protégés par le secret professionnel liant l'avocat ou le notaire à son client¹⁷.

Art. 57.1.14.

L'inspecteur général doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de s'assurer que l'anonymat d'une personne qui communique avec lui soit préservé. Dans le cadre de son mandat, il peut toutefois dévoiler l'identité de cette personne au Service de police de la ville ou au commissaire à la lutte contre la corruption.

Art. 57.1.15.

Il est interdit d'exercer des mesures de représailles contre une personne qui communique avec l'inspecteur général ou encore de menacer une personne de mesures de représailles pour qu'elle s'abstienne de communiquer avec lui.

Sont notamment présumées être des mesures de représailles la rétrogradation, la suspension, le congédiement ou le déplacement d'une personne visée au premier alinéa ainsi que toute sanction disciplinaire ou autre mesure portant atteinte à son emploi ou à ses conditions de travail.

Quiconque contrevient aux dispositions du présent article commet une infraction et est passible d'une amende de :

- 1° 2 000 \$ à 20 000 \$, s'il s'agit d'une personne physique;***
- 2° 10 000 \$ à 250 000 \$, dans les autres cas.***

En cas de récidive, ces amendes sont portées au double.

¹⁷ Art. 57.1.13 de la Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q. c. C-11.4).



1.9. Cheminement d'un signalement ou d'une dénonciation



1.9.1. La réception du signalement ou de la dénonciation

La première étape est la réception du signalement ou de la dénonciation. Chaque signalement est traité par un employé du Bureau de l'inspecteur général avec un haut niveau de confidentialité. Une analyse préliminaire est faite en vue de déterminer le champ de compétence et les différents enjeux.

Lorsque le signalement ou la dénonciation est en lien avec le mandat de l'inspecteur général, un dossier d'enquête est ouvert.

1.9.2. L'analyse et l'enquête

Une fois le dossier ouvert, celui-ci est traité selon sa nature soit par l'équipe des inspections et enquêtes ou par l'équipe de l'expertise et de l'analyse. Dans les dossiers plus complexes, les équipes sont mises à contribution simultanément.

Une fois l'analyse et l'enquête terminées, un rapport d'enquête est soumis à l'inspecteur général pour décision.

1.9.3. La décision de l'inspecteur général de la Ville de Montréal

À la suite de l'analyse et de l'enquête, le résultat de celles-ci est présenté au comité de direction du Bureau. Au final, l'inspecteur général peut prendre l'une des décisions suivantes :

- fermer le dossier lorsque (après analyse et enquête) le signalement s'avère non fondé;
- fermer le dossier lorsque (après analyse et enquête) le signalement s'avère fondé, mais que de l'avis de l'inspecteur général, la problématique ne mérite pas d'être portée à l'attention d'une instance décisionnelle;

- annuler un processus d'octroi de contrat; résilier ou suspendre un contrat, si les conditions d'ouverture exigées à l'article 57.1.10 de la *Charte de la Ville de Montréal* sont rencontrées;
- adresser un rapport et des recommandations à une instance décisionnelle de la Ville.

1.9.4. Dépôt d'un rapport public

Dans la mesure où une enquête mène à des recommandations qui méritent l'attention du conseil municipal ou d'une autre instance décisionnelle, l'inspecteur général produit alors un rapport public.

2. Réalisations en 2014

Dès la nomination et l'arrivée en poste de l'inspecteur général, des signalements et dénonciations lui étaient transmis. En conséquence, il a immédiatement mis en place une ligne téléphonique (**514 280-2800**) visant à faciliter les signalements et les dénonciations. Deux (2) priorités furent établies pour les dix (10) mois d'opération de 2014, soit :

- répondre aux nombreux signalements et réaliser des enquêtes;
- mettre en place le premier Bureau d'inspecteur général au Canada.

Par ailleurs, au cours de l'exercice, l'administration municipale a octroyé une responsabilité et un budget additionnel au Bureau de l'inspecteur général pour la prise en charge et la gestion de la ligne éthique qui était jusqu'alors sous la responsabilité du contrôleur général.

2.1. Priorité n° 1 : Répondre aux signalements et réaliser des enquêtes

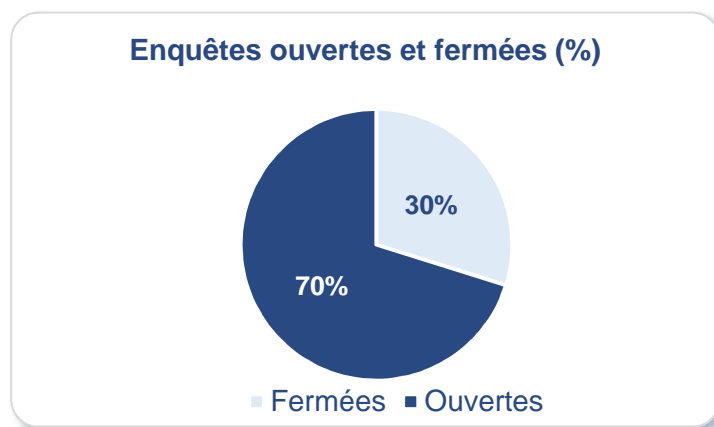
Le traitement des signalements et les enquêtes sont la priorité du Bureau de l'inspecteur général. En conséquence, toutes les actions et ressources du Bureau sont orientées en vue de supporter les opérations d'enquêtes.

Les enquêtes peuvent débuter de deux façons, soit par :

- les signalements et les dénonciations;
- l'initiative du Bureau de l'inspecteur général.



Pour l'année 2014 (24 février au 31 décembre), **cent quatre (104) dossiers d'enquête** ont été ouverts. Au 31 décembre 2014, **trente-et-un (31) étaient fermés** et **soixante-treize (73) étaient toujours ouverts**.



2.1.1. Enquêtes en cours

Au 31 décembre 2014, **soixante-treize (73) dossiers d'enquête et d'analyse étaient en cours**. Parmi ceux-ci, certains dossiers d'envergure nécessitant un travail d'enquête volumineux pourront faire l'objet de rapports publics spécifiques en 2015. À titre d'exemple, le rapport portant sur le *Projet de revalorisation et de développement, Horizon 2017 Société du parc Jean-Drapeau* qui a été déposé au conseil municipal le 23 mars 2015 fait partie des dossiers qui étaient toujours en cours au 31 décembre 2014.

2.1.2. Enquêtes fermées

Soulignons que sur **trente-et-un (31) dossiers fermés**, trois (3) enquêtes ont abouti à un rapport déposé aux instances décisionnelles. Deux (2) rapports ont fait l'objet d'un dépôt au conseil municipal et un (1) autre au conseil d'arrondissement de Verdun. Les autres dossiers ont été fermés pour différents motifs tels que :

- enquêtes référées;
- signalements qui, après enquête, s'avèrent non fondés ou qui ne cadrent pas dans le mandat ou la juridiction du Bureau de l'inspecteur général.

Enquêtes terminées qui n'ont pas fait l'objet d'un rapport public

En cours d'exercice, le Bureau de l'inspecteur général a ouvert beaucoup de dossiers d'enquête à la suite des signalements et des dénonciations reçues. Bon nombre de ces enquêtes se sont terminées d'une manière autre, sans qu'il ait été nécessaire de déposer un rapport public devant une instance décisionnelle. Voici quelques exemples non exhaustifs :

Q ENQUÊTES Q

BIG-D-2014-001 – Rejet d'une soumission

Un soumissionnaire se plaint du rejet de sa soumission. Il a été disqualifié du processus d'évaluation puisqu'il n'a pas fourni des documents attestant qu'il était bel et bien un fournisseur dans le domaine de l'appel d'offres. Toutefois, ce fournisseur fait affaire avec la Ville de Montréal depuis de nombreuses années. La proposition de prix de l'entreprise qui a remporté l'appel d'offres est de 100 000 \$ plus élevée que le plaignant.

- ✓ **Action du Bureau de l'inspecteur général :** Après analyse, le Bureau est intervenu entre le fournisseur et la Ville de Montréal. Cette intervention a permis au fournisseur de produire les documents manquants et de rendre sa soumission conforme. Finalement, le contrat a été octroyé à ce fournisseur et a engendré une économie pour la Ville de Montréal.

BIG-D-2014-002 – Contrat annulé

Une firme se plaint d'être lésée par l'annulation d'un appel d'offres sur lequel elle a soumissionné et pour lequel elle était le plus bas soumissionnaire conforme.

- ✓ **Action du Bureau de l'inspecteur général :** À la suite de l'enquête du Bureau, il s'avère que cette décision n'a pas été prise dans le but d'écarter un soumissionnaire pour en avantager un autre, mais pour d'autres raisons. Le Bureau est d'avis que la décision de l'unité d'affaires était justifiée et ferme le dossier en conséquence.

BIG-D-2014-003 – Corruption d'un fonctionnaire pour la vente d'un terrain

Cette enquête fait suite à une dénonciation alléguant plusieurs manquements administratifs et potentiellement la corruption d'un fonctionnaire dans la vente d'un terrain.

- ✓ **Action du Bureau de l'inspecteur général :** Après enquête, la dénonciation mentionnait surtout des manquements administratifs et l'allégation de corruption n'était appuyée par aucun fait ou information, mais du oui-dire. À la lumière de



l'enquête, le Bureau de l'inspecteur général constate que le processus de vente et les directives de la Ville de Montréal ont été suivis et respectés et qu'aucun avantage n'a été octroyé lors de la transaction.

Dénonciation au commissaire à la lutte contre la corruption

Le Bureau de l'inspecteur général a réalisé des enquêtes qui, en regard aux faits recueillis, ont été référées à des entités responsables de l'application de la loi. Pour l'exercice 2014, **six (6) enquêtes ont été référées** à l'Unité permanente anticorruption (UPAC).



Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q. c. C-11.4)

Art. 57.1.18.

L'inspecteur général doit, s'il estime qu'une contravention à une disposition d'une loi fédérale ou du Québec ou à un règlement pris en application d'une telle loi impliquant de la corruption, de la malversation, de la collusion, de la fraude ou du trafic d'influence dans, entre autres, la passation ou l'exécution de contrats pourrait avoir été commise, effectuer sans délai une dénonciation au commissaire à la lutte contre la corruption.

En outre, il transmet à l'Autorité des marchés financiers tout renseignement qui peut lui être pertinent eu égard à son mandat en vertu du chapitre V.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1).

Ci-dessous, voici un exemple de dossier traité par l'inspecteur général et qui a également fait l'objet d'une dénonciation au commissaire à la lutte contre la corruption.

Q ENQUÊTE Q

[BIG-D-2014-001 – Rapport et recommandation concernant l'appel public de propositions 1111368002](#)

Dans le cadre de l'enquête sur l'appel public de propositions 1111368002, le Bureau a obtenu les informations suivantes, qui ont d'ailleurs été exposées dans le rapport déposé au conseil municipal le 12 septembre 2014 :

À l'automne 2005, un tiers aurait sollicité un proposant pour obtenir de l'argent comptant en échange de la progression du dossier auprès des autorités politiques. Selon les versions obtenues, ce tiers aurait tenu des rencontres avec le proposant en question et aurait sollicité une somme de 100 000 \$ en argent comptant. Le proposant sollicité n'aurait pas donné suite à cette demande, car selon ses dires, il aurait sous-estimé l'influence réelle de ce tiers auprès des autorités politiques afin de faire progresser le dossier. De plus, il était difficile pour lui d'amasser une somme de 100 000 \$ en argent comptant. Aucune transaction monétaire n'a cependant eu lieu.¹⁸

- ✓ **Action du Bureau de l'inspecteur général :** « Les allégations relativement au pot-de-vin de 100 000 \$ sont de nature criminelle et doivent faire l'objet d'une divulgation de l'inspecteur général au commissaire à la lutte à la corruption (UPAC).¹⁹ »

2.1.3. Rapports publics et recommandations

Le dépôt des rapports et des recommandations de l'inspecteur général sont prévus à l'article 57.1.23 de la *Charte de la Ville de Montréal*, qui se lit comme suit :

⚖️ LA LOI ⚖️

Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q. c. C-11.4)

Art. 57.1.23.

Au plus tard le 31 mars de chaque année, l'inspecteur général transmet au greffier et au maire de la ville, et ce, pour dépôt au conseil à la première séance ordinaire qui suit sa réception, un rapport constatant les résultats des réalisations de son mandat et formulant des recommandations, le cas échéant. Il transmet également ce rapport au commissaire à la lutte contre la corruption et à l'Autorité des marchés financiers.

*L'inspecteur général peut également, **en tout temps**, transmettre au maire et au greffier tout rapport faisant état de constatations ou de recommandations qui, de son avis, **méritent d'être portées à l'attention du conseil**. Le maire dépose ce rapport à la première séance ordinaire du conseil qui suit sa réception.*

¹⁸ Bureau de l'inspecteur général, *Rapport et recommandation concernant l'appel public de propositions 1111368002*, URL : http://www.bigmil.ca/content/uploads/2014/11/rapport_12_sept_2014.pdf, page 10, site Internet consulté le 2015-03-18.

¹⁹ Ibid.



L'inspecteur général peut inclure dans ces rapports tout avis ou toute recommandation qu'il juge nécessaire d'adresser au conseil.

En outre, il peut, en tout temps, adresser tout avis ou toute recommandation qu'il juge nécessaire à toute instance décisionnelle de la Ville.

En vertu du 2^e paragraphe de cet article, le Bureau de l'inspecteur général peut s'adresser aux instances décisionnelles de la Ville, et ce aussi souvent que nécessaire. De par les constatations soulevées et les recommandations produites à l'occasion de rapports ponctuels rédigés à la suite des signalements, ou de sa propre initiative, le Bureau de l'inspecteur général informe ainsi les élus, au fur et à mesure, de toute problématique soulevée et suggère à ceux-ci des pistes de solution. **Par conséquent, le Bureau de l'inspecteur général entend privilégier le dépôt de rapports ponctuels aussi souvent que requis et n'attendra pas lors de son rapport annuel pour rendre public une situation que de son avis s'avère problématique.**

Le Bureau de l'inspecteur général a pris l'engagement de produire des rapports de qualité exceptionnelle qui soient opportuns, objectifs, exacts et présentés de telle façon que les personnes et organismes sous sa juridiction soient en mesure d'agir suivant l'information transmise.

Les conclusions et les recommandations de tout rapport public doivent être supportées par la preuve. Le Bureau de l'inspecteur général s'impose en conséquence la norme de preuve utilisée devant les tribunaux en droit civil, la prépondérance de la preuve. Ce fardeau de preuve comporte un degré raisonnable de probabilité.

Pour l'année 2014, **trois (3) rapports**²⁰ ont été déposés aux instances décisionnelles et rendus publics :

1. Rapport au conseil d'arrondissement de Verdun concernant une allégation d'un cahier des charges dirigé pour la fourniture d'une souffleuse;
2. Rapport et recommandation au conseil municipal de la Ville de Montréal concernant l'appel public de propositions 1111368002 (vente de terrain dans l'arrondissement Ville-Marie);
3. Rapport et recommandations au conseil municipal de la Ville de Montréal concernant l'appel d'offres 13-13242 (Interaction projet Sainte-Catherine).

²⁰ Bureau de l'inspecteur général, *Publications et rapports*, URL: <http://www.bigmtl.ca/publications-et-rapports/>, site Internet consulté le 2015-03-04.

Ces rapports contiennent au total **trente-et-un (31) constats et dix (10) recommandations** portant principalement sur la gestion de l'approvisionnement.

Par ailleurs, en date du dépôt du rapport annuel 2014, un rapport public a été déposé au conseil municipal de la Ville de Montréal soit :



- **Projet de revalorisation et de développement, *Horizon 2017 Société du parc Jean-Drapeau*.**

Ce rapport ayant été déposé au conseil le 23 mars dernier, il fera partie des réalisations dans le rapport annuel 2015.

À elles seules, les enquêtes qui ont été rendues publiques ont nécessité un nombre très important d'heures de travail, des rencontres avec plus d'une centaine de témoins ainsi que plusieurs demandes de production de documents et de renseignements.

Avant d'aborder les trois (3) rapports publics et la réponse des instances décisionnelles à ceux-ci, il convient d'expliquer le rôle de l'autorité chargé d'étudier ces rapports, soit la Commission permanente sur l'inspecteur général.

Rôle de la Commission permanente sur l'inspecteur général

La Commission permanente sur l'inspecteur général (Commission) a été instaurée à la suite de la création du Bureau de l'inspecteur général. Celle-ci a des objectifs bien précis et répond à des besoins particuliers.

Cette Commission a été créée, entre autres, afin de permettre au conseil municipal de faire le suivi et de prendre position face aux recommandations émises par le Bureau de l'inspecteur général. En effet, lors du dépôt d'un rapport du Bureau de l'inspecteur général aux instances, le conseil municipal transmet ledit rapport à la Commission pour l'étude et l'obtention d'un avis de sa part sur les recommandations faites par l'inspecteur général.

Le rôle officiel de la Commission est présenté comme suit :

Cette commission a pour fonction d'étudier toute question se rapportant au mandat de l'inspecteur général et de faire au conseil les recommandations qu'elle juge appropriées. Elle exerce cette fonction soit à la demande du conseil ou du comité exécutif, soit de sa propre initiative.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le Règlement sur la commission permanente du conseil municipal sur l'inspecteur général (14-013) et le Règlement sur la commission permanente



du conseil d'agglomération sur l'inspecteur général (RCG 14-014). Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique des informations échangées, l'accès aux travaux de la commission est limité aux personnes concernées. Chaque membre de la commission est tenu au respect de la plus stricte confidentialité quant aux informations reçues.²¹

À chaque fois qu'un rapport du Bureau de l'inspecteur général est déposé aux instances décisionnelles, la Commission lors de ses travaux invite l'inspecteur général afin qu'elle puisse obtenir de sa part des réponses à certaines questions ou des clarifications sur le rapport.

L'inspecteur général étant totalement indépendant de la Commission, celle-ci ne peut en aucun moment intervenir dans ses enquêtes.

Les membres de la Commission permanente de l'inspecteur général

Les membres de la Commission sont nommés par le conseil municipal de la Ville et par le conseil d'agglomération. Ces membres sont au nombre de onze (11) dont une (1) présidente, trois (3) vice-présidents et sept (7) membres réguliers. Parmi ces membres, deux (2) sont également membres du comité exécutif et deux (2) proviennent d'une ville de l'agglomération.



Lorraine Pagé,
Présidente,
Arrondissement Ahuntsic-Cartierville.



Jean-Marc Gibeau,
Arrondissement Montréal-Nord.



Richard Bergeron,
Vice-président,
Arrondissement Ville-Marie.



Beny Masella,
Ville de Montréal-Ouest.



Benoît Dorais,
Vice-président,
Arrondissement Le Sud-Ouest.



Marie-Andrée Mauger,
Arrondissement de Verdun.



Edgar Rouleau,
Vice-président,
Ville de Dorval.



Valérie Plante,
Arrondissement Ville-Marie.

²¹ Ville de Montréal, *Commission sur l'inspecteur général*, URL : http://Ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=6877.125153570&_dad=portal&_schema=PORTAL, site Internet consulté le 2015-03-04.



Manon Barbe,
Arrondissement de LaSalle.



Lili-Anne Tremblay,
Arrondissement Saint-Léonard.



Manon Gauthier,
Arrondissement de Verdun.

Enfin, soulignons que la Commission, dans les deux (2) dossiers dont elle était saisie, a recommandé au conseil municipal de suivre la majorité des recommandations du Bureau de l'inspecteur général. Les recommandations de la Commission sont à l'annexe 2 du présent rapport.

Rapport au conseil d'arrondissement de Verdun concernant une allégation d'un cahier des charges dirigé pour la fourniture d'une souffleuse

Le 4 août 2014, le Bureau de l'inspecteur général a été saisi d'une plainte à l'effet que le cahier des charges, relativement à l'appel d'offres numéro 14-13787 pour la fourniture d'une souffleuse à neige de marque Larue ou RPM Tech, était dirigé.

Recommandations adressées au conseil d'arrondissement de Verdun :

- **Que l'appel d'offres 14-13787 pour la fourniture d'une souffleuse de marque Larue ou RPM Tech soit annulé et qu'un nouvel appel d'offres soit lancé;**
- **Que le devis technique soit préparé par des personnes ayant les compétences nécessaires pour exprimer les besoins en termes techniques et d'éliminer le plus possible le recours à des marques et modèles pour définir les caractéristiques requises.**



Voici la décision du conseil d'arrondissement de Verdun²² :

	
Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement	
Séance ordinaire du mardi 2 septembre 2014	Résolution: CA14 210318
 Annuler l'appel d'offres public numéro 14-13787 - Fourniture d'une souffleuse à neige de marque Larue ou RPM Tech. (1146458009)	
Il est proposé par la conseillère Manon Gauthier appuyé par la conseillère Marie-Eve Brunet	
ET UNANIMEMENT RÉSOLU :	
D'annuler l'appel d'offres public numéro 14-13787 relatif à la fourniture d'une souffleuse à neige de marque Larue ou RPM Tech.	
20.09 1146458009	
Jean-François PARENTEAU Maire d'arrondissement	Caroline FISETTE Directrice du bureau d'arrondissement et secrétaire d'arrondissement
Signée électroniquement le 4 septembre 2014	

Rapport et recommandation au conseil municipal de la Ville de Montréal concernant l'appel public de propositions 1111368002 (vente de terrain dans l'arrondissement Ville-Marie)

En mars 2014, le Bureau de l'inspecteur général recevait une allégation à l'effet qu'un processus de vente de terrain par la Ville de Montréal à un tiers était vicié et comportait des irrégularités au niveau des règles administratives en vigueur. De plus, il était fait mention de l'implication d'élus et de hauts fonctionnaires et d'un potentiel conflit d'intérêts.

²² Résolution CA14 210318 (Séance ordinaire du mardi 2 septembre 2014).

Recommandation :

- Que l'appel public de propositions 1111348002 concernant la vente d'un terrain situé entre les rues Saint-Jacques et Notre-Dame, dans l'arrondissement Ville-Marie, soit annulé et qu'un nouvel appel public de propositions soit lancé.

La recommandation de la Commission sur l'inspecteur général est disponible en annexe 2.

Voici la décision du comité exécutif de la Ville de Montréal²³ :



Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance ordinaire du mercredi 17 décembre 2014	Résolution: CE14 1965
---	-----------------------

Il est

RÉSOLU :

- 1- d'annuler l'appel public de propositions, aux fins de la vente d'un terrain vacant d'une superficie de 2 023,8 m², situé entre les rues Notre-Dame et Saint-Jacques, à l'est de la Place d'Armes, dans l'arrondissement de Ville-Marie et constitué du lot 1 180 954 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ;
- 2- d'abroger la résolution CE12 0278 du 7 mars 2012.

Adopté à l'unanimité.

20.002 1143177001
/lt

Pierre DESROCHERS _____ Président du comité exécutif	Yves SAINDON _____ Greffier de la Ville
--	---

(certifié conforme)

Yves SAINDON

 Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 19 décembre 2014

Rapport et recommandations au conseil municipal de la Ville de Montréal concernant l'appel d'offres 13-13242 (Interaction projet Sainte-Catherine)

En mai 2014, le Bureau de l'inspecteur général recevait une plainte alléguant qu'un fournisseur, ayant remporté un appel d'offres, était avantagé en raison de son implication dans un contrat octroyé de gré à gré pour des études préliminaires directement liées à

²³ Résolution CE14 1965 (Séance ordinaire du mercredi 17 décembre 2014).



l'appel d'offres. En cours d'enquête, d'autres éléments se sont ajoutés au plan d'analyse initial afin de dresser un portrait complet de la situation.

Recommandations :

- **Que l'Administration réévalue les règles actuellement en vigueur à la Ville de Montréal permettant aux firmes faisant une étude préliminaire de participer au processus d'appel d'offres, et ce, afin de diminuer l'impression partagée par un très grand nombre de preneurs de cahier de charges qu'une firme faisant une étude préliminaire est grandement avantagée.**
- **Que l'Administration, lors d'appels d'offres publics, s'assure de l'existence d'études de marché concluant que plusieurs fournisseurs se qualifient à l'appel d'offres afin de favoriser une saine concurrence.**
- **Que l'Administration sensibilise les fonctionnaires, lors de l'octroi de contrats de gré à gré, à constituer un support documentaire minimum présentant une analyse et justifiant la décision de gestion, et ce, dans un souci de transparence, de traçabilité et d'équité.**
- **Que l'Administration restreigne, dans la mesure du possible, les processus d'appel d'offres durant la période des fêtes ou encore, que l'on donne un délai additionnel approprié.**

Dans ce rapport, l'inspecteur général laisse à la discrétion du conseil municipal le soin de décider d'annuler ou non le contrat.

Les recommandations de la Commission sur l'inspecteur général sont disponibles en annexe 2.

Voici la décision du conseil d'agglomération²⁴ :

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération	
Assemblée ordinaire du jeudi 27 novembre 2014 Séance tenue le 27 novembre 2014	Résolution: CG14 0534

Suites à donner au contrat octroyé à Acertys dans le cadre du dossier 1146676001 pour la mise en oeuvre d'une démarche d'interaction avec le public dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 24 novembre 2014 par sa résolution CE14 1794;

Il est proposé par M. Alan DeSousa

appuyé par M. Pierre Desrochers

Et résolu :

de résilier le contrat de services professionnels accordé à Acertys inc., approuvé par la résolution CG14 0122, relativement à la mise en oeuvre d'une démarche d'interaction avec le public dans le cadre du projet de la rue Sainte-Catherine Ouest.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1144223001

Denis CODERRE

Maire

(certifié conforme)

Colette FRASER

Greffière adjointe

Colette FRASER
Greffière adjointe

Signée électroniquement le 1er décembre 2014

²⁴ Résolution CG14 0534 (Assemblée ordinaire du jeudi 27 novembre 2014, Séance tenue le 27 novembre 2014).



2.2. Priorité n° 2 : Mise sur pied d'un premier Bureau d'inspecteur général

La mise sur pied d'un premier Bureau d'inspecteur général a nécessité des efforts considérables. Pensons notamment à l'établissement des valeurs en vue d'orienter le nouveau personnel et l'embauche de celui-ci, l'acquisition d'outils de travail, la définition des méthodes et standards du Bureau, ainsi que plusieurs autres aspects d'importance afin d'assurer la tenue d'enquêtes de qualité en temps opportun. La mise en place complète du Bureau devrait être complétée à l'été 2015, notamment par le comblement des derniers postes.

2.2.1. Les valeurs du Bureau de l'inspecteur général

Afin que le personnel du Bureau de l'inspecteur général soit animé de principes communs guidant les travaux d'enquêtes, les valeurs du Bureau ont été définies et priorisées, soit :

Confiance – Intégrité – Transparence

Ce choix s'explique par le fait que les citoyens, les élus, les employés et les fournisseurs doivent avoir **confiance** au Bureau afin de lui signaler ou de lui dénoncer des irrégularités ou des manquements. Cette confiance découle de l'indépendance, du professionnalisme et de la confidentialité du Bureau. Dans le même ordre d'idées, afin d'être crédible lorsqu'il adresse des recommandations sur des problématiques, le Bureau doit être lui-même un exemple d'**intégrité**. Enfin, le but ultime du Bureau est de faire des enquêtes visant à améliorer la **transparence** des activités et décisions municipales en enquêtant sur des problématiques et en apportant des recommandations ou d'autres actions le cas échéant.

Ces trois valeurs ont été jugées essentielles au succès du Bureau et, de ce fait, ont été intégrées dans le logo officiel du Bureau de l'inspecteur général.



2.2.2. La structure du Bureau de l'inspecteur général

Le Bureau de l'inspecteur général est structuré en trois (3) équipes qui permettent une coordination maximale afin de mener à bien les activités d'analyse et enquête, la prise de signalements et de dénonciations et enfin, la formation.

Équipe des inspections et enquêtes

Les employés de cette équipe ont pour mission d'exécuter des enquêtes, des inspections et des rencontres de témoins. Ils doivent aussi assurer la protection des dénonciateurs.

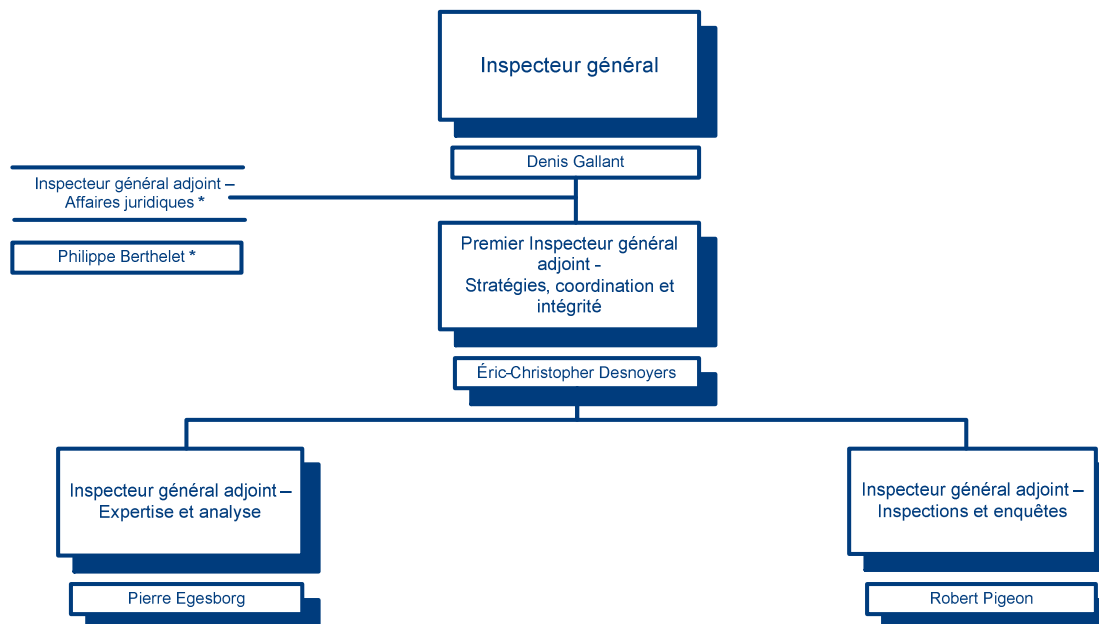
Équipe Expertise et analyse

Les employés de cette équipe ont pour mission principale de supporter les enquêtes en fournissant une expertise de haut niveau dans différents domaines tels que l'ingénierie, l'approvisionnement et les technologies de l'information. De plus, cette équipe réalise des analyses de marché en matière de gestion contractuelle et d'analyse des coûts.

Équipe Stratégies, coordination et intégrité

Les employés de cette équipe ont pour mission principale d'assurer le développement de la stratégie du Bureau, la coordination au niveau administratif, la gestion de la ligne de signalement, la gestion du plan de formation en intégrité et un support aux enquêtes en matière d'éthique et de juricomptabilité.

L'organigramme suivant présente la structure organisationnelle qui a été mise en place afin de réaliser le mandat du Bureau de l'inspecteur général.



* L'avocat conseil assume un rôle d'inspecteur général adjoint par la loi

2.2.3. Le recrutement de l'équipe

Au 31 décembre 2014, le Bureau de l'inspecteur général comptait **vingt-et-un (21) employés** sur un total potentiel de **trente-et-une (31)** personnes.

Au 31 mars 2015, l'effectif est de 25 employés²⁵. Mentionnons que le processus de recrutement est relativement long en raison du caractère unique des postes à combler et du temps requis pour réaliser, pour chacun des employés, les enquêtes de sécurité et de réputation nécessaires. Ces enquêtes sont indispensables pour s'assurer du haut niveau d'intégrité et de fiabilité des employés qui travaillent au Bureau de l'inspecteur général.

Lorsque l'ensemble des effectifs aura été recruté, le Bureau de l'inspecteur général bénéficiera des différents champs d'expertise détaillés au schéma suivant.

²⁵ Incluant quatre (4) prêts de service provenant de corps policiers.



* Il est à noter que l'expertise en matière juridique relève de l'inspecteur général et de l'inspecteur général adjoint – Affaires juridiques.

2.2.4. Choix des bureaux, emménagement et acquisition de biens

Après avoir partagé les locaux du Bureau du contrôleur général pendant un peu plus de trois (3) mois, l'inspecteur général et son équipe se sont installés, en juin 2014, dans les bureaux situés au 1550, rue Metcalfe, 12^e étage, bureau 1200.

Enfin, comme il s'agissait d'une toute nouvelle entité, il a été nécessaire de procéder à l'achat de l'ensemble des ressources matérielles nécessaires au fonctionnement et aux opérations d'enquête.



2.2.5. Mise en ligne du site Internet

Le 4 décembre 2014, le Bureau de l'inspecteur général a lancé son site Internet qui, nous l'espérons, deviendra un outil privilégié de communication auprès des citoyens, des élus, des employés, des fournisseurs, et des médias : www.bigmtl.ca.

Plusieurs informations utiles sont disponibles sur le site, dont les rapports déposés par le Bureau de l'inspecteur général. Une application conviviale et sécurisée permet de faire des signalements ou des dénonciations de façon confidentielle. Le site Internet se veut un **guichet unique** pour recueillir plusieurs types de signalements ou dénonciations.



2.2.6. Réseautage avec les bureaux américains

En vue de bénéficier de l'expérience des autres bureaux d'inspecteur général, dès la mise en place du bureau, des communications ont été initiées avec l'*Association des inspecteurs généraux* et certains bureaux aux États-Unis. Au fil des mois, ces communications se sont transformées en un solide réseau d'échange, notamment avec l'inspecteur général de la Ville de Chicago qui est une ville similaire à Montréal en termes de taille, d'effectifs et d'activités. Par ailleurs, certains autres échanges ont amené le Bureau à recevoir des outils nécessaires à la mise en place du Bureau.

Enfin, le Bureau de l'inspecteur général de la Ville de Montréal suscite un grand intérêt aux États-Unis, puisqu'il s'agit d'une première au Canada. À cet effet, l'*Association des inspecteurs généraux* a invité l'inspecteur général à donner une conférence sur son rôle en tant que premier inspecteur général au Canada.

Cette conférence s'est tenue à Newark, New Jersey, lors du colloque annuel de l'*Association des inspecteurs généraux* le 22 octobre 2014.

2.3. Priorité n° 3 : Mise en place de la ligne de signalement et de dénonciation

Les lignes de signalement et dénonciation sont un facteur clé de succès pour les bureaux d'inspecteur général. En effet, lors d'un sondage effectué auprès de certains bureaux aux États-Unis, nous avons constaté que l'ensemble des lignes de signalement et de dénonciation, et ce, sans exception, sont sous la responsabilité des bureaux d'inspecteur général.

En conséquence, dès la nomination de l'inspecteur général, une des priorités a été de mettre en place une telle ligne, ce qui a été fait dans le premier mois. La mise en place de la ligne de signalement et de dénonciation a impliqué l'instauration de normes et standards pour la collecte, mais aussi pour le traitement et l'analyse des informations ainsi que pour la protection et la confidentialité des dénonciateurs.

2.3.1. Historique de la ligne éthique de la Ville de Montréal

En avril 2009, l'administration municipale mandatait le Bureau du vérificateur général pour mettre sur pied une ligne de signalement pour la Ville de Montréal, soit la ligne éthique.²⁶ En 2010, l'administration municipale transférait cette responsabilité, ainsi que les ressources y étant affectées, vers le Bureau du contrôleur général.²⁷ Le comité exécutif de la Ville de Montréal a ensuite confié au Bureau de l'inspecteur général la responsabilité de la gestion de la ligne éthique²⁸. À cet effet, un budget additionnel annuel de deux cent quarante-sept mille sept cents dollars (247 700 \$) lui a été octroyé.

[...] compte tenu du mandat conféré à l'inspecteur général dans le projet de Loi no 73 Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal et faisant suite à la volonté de l'Administration de transférer la ligne éthique à

²⁶ Résolution CM09 0293 (Assemblée ordinaire du lundi 27 avril 2009, Séance tenue le 28 avril 2009).

²⁷ Résolution CM10 0949 (Assemblée ordinaire du lundi 13 décembre 2010, Séance tenue le 14 décembre 2010).

²⁸ Résolution CE14 0890 (Séance ordinaire du mercredi 4 juin 2014). Notons que l'approbation du transfert des crédits a été autorisée par la résolution CE14 1230 (Séance ordinaire du mercredi 6 août 2014).



une entité indépendante relevant du conseil municipal, le présent sommaire décisionnel vise à transférer la ligne éthique [...] ²⁹

Le fait de confier la ligne éthique au Bureau de l'inspecteur général est opportun puisque cela diminue la confusion des plaignants en créant une porte d'entrée unique. Aussi, le Bureau de l'inspecteur général peut traiter des signalements ou des dénonciations concernant des élus, ce qui ne pouvait être fait lorsque la responsabilité était sous la direction générale. Enfin, la confidentialité des dénonciateurs est pleinement assurée.

2.3.2. Fusion des deux lignes : La ligne de signalement et de dénonciation du Bureau de l'inspecteur général

À la suite du transfert de la ligne éthique au Bureau de l'inspecteur général, le fonctionnement de celle-ci a été revu. En conséquence, les deux lignes (la ligne éthique et la ligne de signalement et de dénonciation du Bureau de l'inspecteur général) ont été fusionnées. La ligne en découlant devient une porte d'entrée unique qui permet aux citoyens, élus, employés, fournisseurs, etc., de signaler ou de dénoncer les irrégularités ou les actes répréhensibles et anormaux pour un ensemble de problématiques.

Essentiellement, cette ligne reçoit les signalements de toute personne en matière de :

- vol, perte ou utilisation inappropriée des biens de la Ville;
- conflit d'intérêts;
- irrégularité administrative;
- collusion, corruption, pots de vin ou fraude;
- perte et inefficacité;
- manquement à l'éthique par un employé;
- mauvaise gestion ou non-respect des politiques et procédures en vigueur.

2.3.3. Annulation du contrat avec la firme externe

Une firme externe assurait le contrat de la ligne éthique depuis sa création pour un coût annuel d'environ cinquante-cinq mille dollars (55 000 \$). Compte tenu de la mission du Bureau de l'inspecteur général, de ses pouvoirs et de ses obligations en matière de confidentialité, une décision a été prise afin d'assurer le service au sein même du Bureau de l'inspecteur général. En conséquence, un site Internet sécurisé a été développé et des employés ont été formés pour la prise et le traitement de signalements. Le contrat avec la firme externe prendra fin en juin 2015.

²⁹ Sommaire décisionnel 1143570005, section justification.

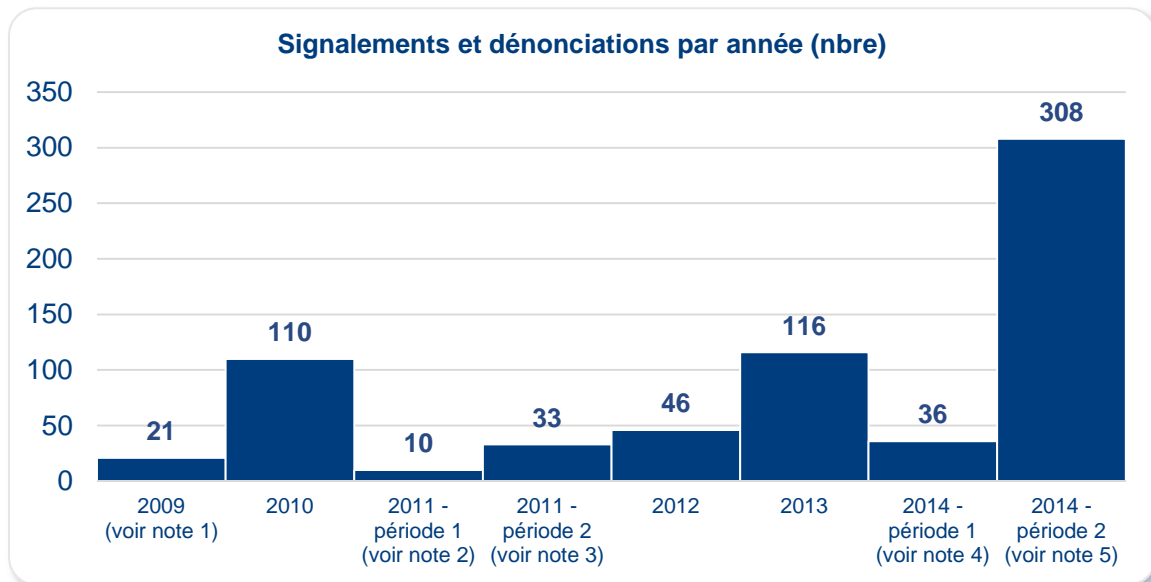
2.3.4. Discussions pour la prise en charge de la ligne de signalement et de dénonciation de la STM

La Société de transport de Montréal (STM) est en discussion avec le Bureau de l'inspecteur général en vue de lui confier la prise des signalements et des dénonciations de la Société. Le Bureau assurerait ainsi la mise sur pied et la gestion de la ligne de signalement de cet organisme à même sa ligne actuelle. La STM compte plus de neuf mille (9 000) employés.

2.3.5. Résultats 2014, un nombre record de signalements

Pour l'exercice 2014 (24 février au 31 décembre), un nombre record de plaintes a été adressé au Bureau de l'inspecteur général. En effet, plus de **trois cent huit (308) signalements et dénonciations** ont été acheminés au Bureau. Il s'agit de **près de trois (3) fois le nombre de signalements** reçus pour l'année antérieure qui s'élevait à cent-seize (116) signalements.

Nombre de signalements depuis la création de la ligne éthique

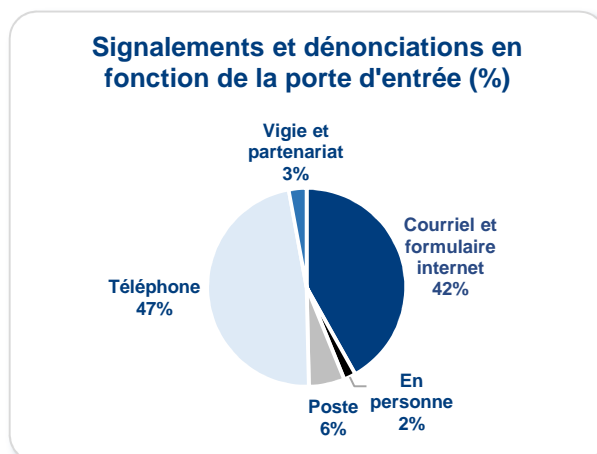
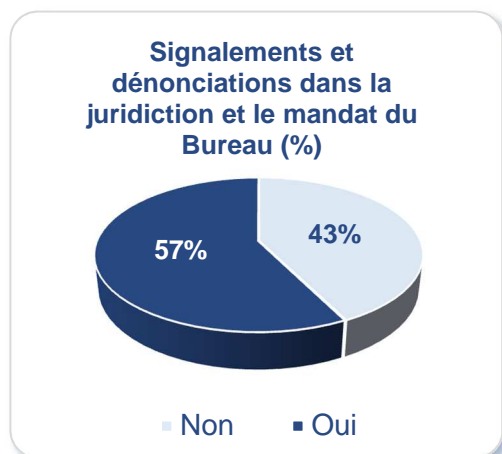


Notes

- 1) À partir du 15 décembre 2009.
- 2) Du 1^{er} janvier au 27 mars 2011, soit la période où la ligne éthique était gérée par le Bureau du vérificateur général.
- 3) À partir du 28 mars 2011, soit la date à partir de laquelle la ligne éthique était gérée par le Bureau du contrôleur général.
- 4) Du 1^{er} janvier au 6 juillet 2014 (Bureau du contrôleur général)
- 5) Du 26 février 2014 au 31 décembre 2014, soit de la création du Bureau de l'inspecteur général à la fin de l'année.



Des statistiques détaillées sur ces signalements et dénonciations sont présentées dans les graphiques et les tableaux suivants :



Signalements et dénonciations par nature (%)

Nature	%
Irrégularité au processus d'octroi ou d'exécution de contrat(s)	30,5%
Collusion, corruption, pots-de-vin ou extorsion	11,0%
Mauvaise gestion ou violation des règles en vigueur	9,2%
Manquement à l'éthique par un élu ou un employé, conflit d'intérêts	5,5%
Irrégularité dans un processus de dotation ou autre cas en ressources humaines	5,5%
Problème de zonage, irrégularité dans la gestion immobilière ou dans l'octroi des permis	4,9%
Fraude, vol ou mauvaise utilisation des biens	3,9%
Autres cas, plaintes diverses, ou manque d'information	29,5%
Total	100%

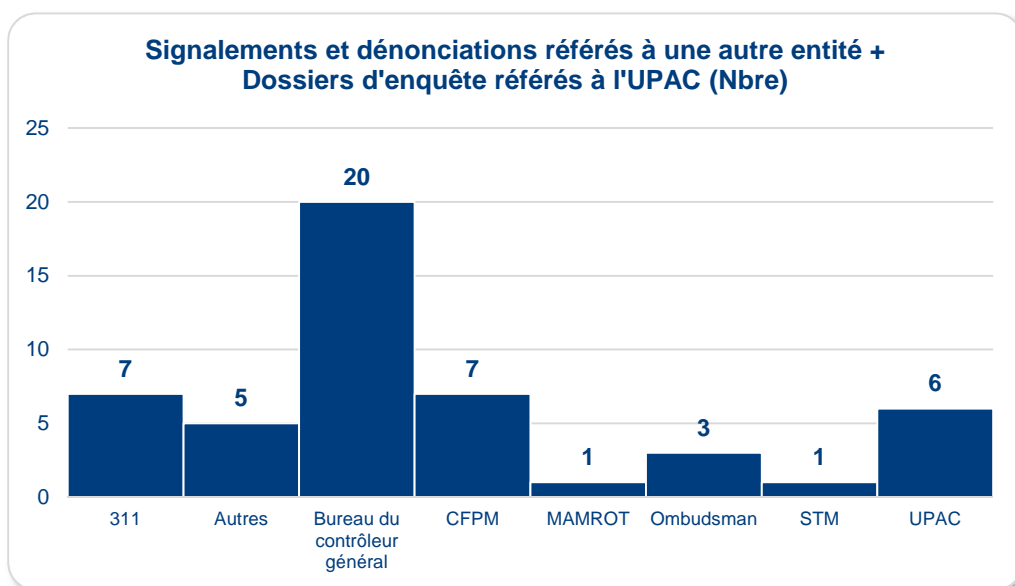
Signalements et dénonciations par type de source (%)

Types de source	%
Citoyen(ne)	46,8%
Employé(e) ou ex-employé(e)	17,8%
Fournisseur, sous-contractant ou soumissionnaire	16,2%
Anonyme ou inconnu	8,8%
Partenaire	2,3%
Vigie	0,6%
Autres	7,5%
Total	100%

En assumant seul la gestion de la ligne de signalement et dénonciation, le Bureau de l'inspecteur général reçoit bon nombre des signalements qui n'entrent pas dans son mandat. Selon le cas, le signalement est alors transmis, avec l'accord du plaignant, à la bonne entité ou encore, le plaignant est invité à s'adresser directement au service ou à l'organisme concerné.

Signalements ou dénonciations référés ou transférés par le Bureau

Pour l'exercice 2014 (24 février au 31 décembre), **cinquante (50)** signalements ou dossiers ont été référés ou transférés à d'autres entités. Six (6) dossiers ont été référés à l'Unité permanente anticorruption (UPAC).



Ci-dessous, voici quelques exemples de signalements et de dénonciations référés à une autre entité.

🔍 SIGNALEMENTS ET DÉNONCIATIONS 🔍

BIG-S-2014-001 – Irrégularité dans un processus de dotation

Un employé aurait été nommé sur un poste alors qu'aucun affichage n'aurait été publié afin de permettre aux autres employés de postuler sur le poste.

- ✓ **Action du Bureau de l'inspecteur général :** transmission du signalement, avec l'accord du plaignant, à la Commission de la fonction publique de Montréal.

BIG-S-2014-003 – Vol de temps et utilisation inappropriée des biens de la Ville

Un employé ferait du travail personnel lors des heures de travail. De plus, il utiliserait le matériel de la Ville à des fins personnelles.

- ✓ **Action du Bureau de l'inspecteur général** : transmission du signalement, avec l'accord du plaignant, au Bureau du contrôleur général de la Ville de Montréal.

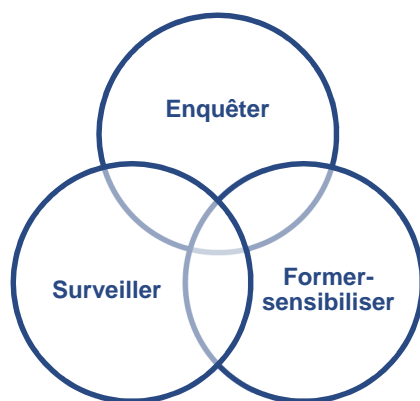
BIG-S-2014-003 – Dézonage

Un citoyen souhaite que sa terre agricole soit dézonée. Il se plaint que, dépendamment des partis politiques au pouvoir, certaines terres sont dézonées et d'autres pas.

- ✓ **Action du Bureau de l'inspecteur général** : Le plaignant a été référé à l'Ombudsman de Montréal.

3. Les priorités du Bureau de l'inspecteur général pour 2015

Avec moins d'une année d'existence, le Bureau de l'inspecteur général poursuit les projets prioritaires amorcés en 2014 et met en place son plan d'action 2015, basé sur trois (3) actions prioritaires soit, **enquêter**, **surveiller** et **former-sensibiliser**.



3.1. Enquêter

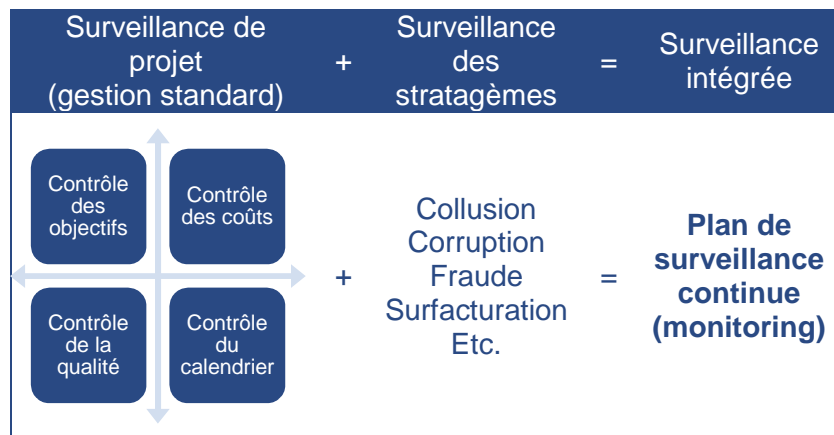
Tel que mentionné précédemment, les enquêtes peuvent être initiées de deux (2) façons : par signalement ou dénonciation ou à l'initiative du Bureau de l'inspecteur général.

La priorité du Bureau de l'inspecteur général est, et restera, d'enquêter sur les signalements et les dénonciations qui cadrent dans son mandat et sa juridiction. Notons qu'au 31 décembre 2014, **soixante-treize (73) dossiers étaient toujours ouverts**. À la suite de nouveaux signalements reçus en 2015, d'autres dossiers d'enquêtes se sont ajoutés.

3.2. Surveiller (plan de surveillance continue)

Le Bureau de l'inspecteur général s'inspire de certains bureaux aux États-Unis, qui exercent une surveillance continue sur des travaux d'envergure ou encore sur des ouvrages dont le niveau de risque est élevé. En conséquence, le Bureau entamera un ou plusieurs plans de surveillance continue sur des ouvrages ou activités faits à contrat.

Un plan de surveillance continue consiste, pour une entité indépendante et qui n'est pas partie prenante des opérations, à surveiller un projet de l'élaboration initiale à l'exécution finale. En plus des contrôles de gestion standards (objectifs, coûts, qualité et échéancier), le Bureau assurera une surveillance pour toute tentative de fraude, collusion, corruption, surfacturation, etc.



Concrètement, voici des exemples d'actions que pourrait prendre le Bureau dans un plan de surveillance continue :

- vérification de l'estimation en vue de lancer un appel d'offres;
- participation (annoncée ou non) d'un membre du personnel du Bureau, à titre d'observateur, lors du déroulement d'un comité de sélection;
- présence à l'ouverture des soumissions;
- observation sur la rédaction des devis et des appels d'offres;
- vérification des incidences, contingences ou dépassements (extras);
- vérification de la facturation;



- vérification de la qualité;
- vérification de l'échéancier;
- etc.

Il est important de souligner que le responsable du projet continue d'être la personne imputable et que les contrôles découlant d'un plan de surveillance continue ne remplacent pas les contrôles normaux que doivent assurer les gestionnaires.

Considérant le niveau d'effort requis pour mettre en œuvre un plan de surveillance continue, le Bureau de l'inspecteur général mettra en place, pour 2015, une ou plusieurs stratégies qui pourront être exécutées sur des activités ciblées ou encore sur l'ensemble du projet ou de l'ouvrage.

Le Programme complémentaire de planage – revêtement (PCPR)

Qu'est que le PCPR?

Dans le cadre du *Programme triennal d'immobilisations* (PTI) 2015-2017, il a été décidé d'allouer au Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) un budget de cinquante millions de dollars (50 M\$) par année, pour les années 2015 et 2016, afin de lancer un programme de soutien à la voirie locale, soit, le PCPR. Tel qu'il est détaillé dans le PTI,

*Ce programme vise à accroître les investissements dans le réseau routier local et à optimiser le partage des efforts entre le réseau routier artériel et le réseau routier local de façon à atteindre l'objectif de réhabiliter le réseau routier montréalais, le plus rapidement possible et au moindre coût.*³⁰

Il a été résolu, par le conseil municipal de la Ville de Montréal, d'offrir aux arrondissements les services relatifs à la mise en œuvre de ce programme³¹.

En regard des risques inhérents à la mise en œuvre de ce programme d'envergure, l'administration municipale s'est adressée au Bureau de l'inspecteur général afin d'assurer la surveillance continue du *Programme complémentaire de planage-revêtement* (PCPR). Le Bureau de l'inspecteur général a accepté ce rôle et en fera l'une de ses priorités en 2015 et en 2016.

³⁰ Ville de Montréal, *Programme triennal d'immobilisations 2015-2017, Fiches détaillées par services*, URL : http://ville.montreal.qc.ca/pls/portal/docs/PAGE/SERVICE_FIN_FR/MEDIA/DOCUMENTS/PTI2015-17_Fiches_detaillees_service_optimise.pdf, site Internet consulté le 2015-03-05, page 109.

³¹ Résolution CM14 1035 (Assemblée ordinaire du lundi 27 octobre 2014, Séance tenue le 28 octobre 2014).

3.3. Former et sensibiliser

En vertu de la loi, l'inspecteur général a le devoir de former les élus de même que les fonctionnaires et employés afin qu'ils reconnaissent et préviennent les manquements à l'intégrité et aux règles applicables dans le cadre de la passation des contrats par la Ville ou dans le cadre de leur exécution.



Charte de la Ville de Montréal (R.L.R.Q. c. C-11.4)

Art. 57.1.8.

[...]

*L'inspecteur général a également pour mandat de former les membres des conseils de même que les fonctionnaires et employés **afin qu'ils reconnaissent et préviennent les manquements à l'intégrité et aux règles applicables dans le cadre de la passation des contrats par la ville ou dans le cadre de leur exécution.***

Le Bureau de l'inspecteur général prévoit commencer une série de formations à l'automne 2015.

Plus spécifiquement, cette série de formations permettra de :

- ✓ Améliorer la compréhension et la détection des risques en matière contractuelle;
- ✓ Renforcer les connaissances en matière d'approvisionnement et d'intégrité;
- ✓ Développer les capacités d'évaluation et de gestion de risques ainsi que d'une culture d'intégrité au sein de l'organisation;
- ✓ Faire connaître le Bureau de l'inspecteur général et sensibiliser les intervenants à l'importance de signaler et dénoncer les manquements.

Afin d'éviter les chevauchements et les doublons, la formation devra être arrimée avec des formations actuellement dispensées par différentes unités à la Ville de Montréal ou d'autres organismes.



Discussions entre l'Unité permanente anticorruption et le Bureau de l'inspecteur général

L'Unité permanente anticorruption (UPAC) et le Bureau de l'inspecteur général discutent actuellement afin que la «Formation sur l'intégrité dans les contrats publics et la lutte contre la corruption et la collusion» soit intégrée à la formation donnée par le Bureau de l'inspecteur général.

En conséquence, le Bureau de l'inspecteur général dispenserait, pour les deux organismes, la formation pour la Ville de Montréal ainsi que pour toute personne morale liée (telle la STM). L'UPAC et le Bureau ont tous deux à cœur le développement d'une culture d'intégrité et d'éthique.

3.4. Consolidation du Bureau de l'inspecteur général

Avec moins d'une année d'existence, le Bureau est encore très récent et des actions doivent être faites pour finaliser la mise en place de celui-ci, notamment au niveau :

- de l'embauche des effectifs (le Bureau vise l'été 2015 pour compléter l'ensemble des comblements de postes);
- de l'intégration de la ligne de signalement et de dénonciation découlant de la fin du contrat avec la firme externe à la fin juin 2015;
- d'un plan de communication visant à promouvoir la ligne de signalement et de dénonciation et à diminuer la confusion chez les plaignants face aux différentes unités de contrôle au sein de la Ville de Montréal.

Annexe 1 – Reddition de compte

Accès à l'égalité à l'emploi

Voici quelques statistiques détaillées, en date du 31 mars 2015, relativement aux groupes visés par la *Loi sur l'accès à l'égalité à l'emploi dans les organismes publics*.

Répartition des effectifs du Bureau de l'inspecteur général selon les groupes visés par la loi

Catégorie	Nbre	%
Hommes	15	60%
Femmes	10	40%
Total	25	100%
Autochtones*	0	0%
Minorités visibles*	4	16%
Minorités ethniques*	1	4%
Personnes handicapées*	0	0%

*Ces groupes comprennent des hommes et des femmes

Budget 2014

Le Bureau de l'inspecteur général dispose d'un budget correspondant à 0,11% des dépenses de fonctionnement de la Ville de Montréal. Le budget original alloué pour l'année 2014 a été de cinq millions de dollars (5 M\$). À cette somme, il faut ajouter des crédits supplémentaires de cent vingt-cinq mille cinquante-six dollars (125 056 \$) suite au transfert de la ligne éthique (le montant a été ajusté au prorata de l'année écoulée).

Compte tenu des travaux pour sa mise en place du Bureau, le Bureau de l'inspecteur général a dépensé 53% du montant qui lui a été octroyé pour l'année 2014. L'écart découlant principalement des postes non comblés.

Budget 2015

Le budget 2015 octroyé au Bureau de l'inspecteur général correspond à 0,11% des dépenses de fonctionnement de la Ville de Montréal additionné aux crédits supplémentaires de deux cent quarante-sept mille sept cents dollars (247 700 \$) suite au transfert de la ligne éthique. Le budget 2015 du Bureau représente donc un montant de cinq millions cinq cent cinquante mille quatre cents dollars (5 550 400 \$).



Annexe 2 – Recommandations de la Commission permanente sur l'inspecteur général

Commission permanente sur l'inspecteur général

**Recommandation faisant suite au rapport de
l'inspecteur général concernant l'appel public de
propositions 1111368002**

Rapport déposé au conseil municipal
Le 27 octobre 2014

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission permanente sur l'inspecteur général

Président

*M. Richard Bergeron
Arrondissement de Ville-Marie*

Vice-présidents

*M. Benoît Dorais
Arrondissement Le Sud-Ouest*

*M. Lionel Perez
Arrondissement de Côte-des-Neiges –
Notre-Dame-de-Grâce*

Membres

*Mme Manon Barbe
Arrondissement de LaSalle*

*Mme Manon Gauthier
Arrondissement de Verdun*

*M. Jean-Marc Gibeau
Arrondissement de Montréal-Nord*

*Mme Justine McIntyre
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro*

*Mme Valérie Plante
Arrondissement de Ville-Marie*

*Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard*

Montréal, le 27 octobre 2014

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément au règlement 14-013, la Commission permanente sur l'inspecteur général a l'honneur de déposer au conseil municipal sa recommandation faisant suite au rapport de l'inspecteur général concernant l'appel public de propositions 1111368002.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Richard Bergeron
Président

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

RECOMMANDATION DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

CONSIDÉRANT l'adoption par le conseil municipal le 24 mars 2014 du règlement 14-013 portant sur la Commission permanente sur l'inspecteur général;

CONSIDÉRANT le dépôt par l'inspecteur général à l'assemblée du conseil municipal du 15 septembre 2014 du Rapport et recommandation concernant l'appel public de propositions 1111368002 (dépôt CM14 0875);

CONSIDÉRANT que la Commission a tenu une séance de travail le 25 septembre 2014 pour étudier le Rapport de l'inspecteur général;

CONSIDÉRANT les questions soulevées par les membres de la commission et l'information donnée par l'inspecteur général;

CONSIDÉRANT les nombreux constats de l'inspecteur général quant aux situations irrégulières dans ce dossier et quant aux délais anormaux associés à un processus de vente d'un terrain qui a débuté il y a plus de neuf ans;

La Commission recommande, à l'unanimité, que le comité exécutif donne suite à la recommandation de l'inspecteur général d'annuler l'appel public de propositions 1111368002 concernant la vente d'un terrain situé entre les rues Saint-Jacques et Notre-Dame, dans l'arrondissement de Ville-Marie, et de lancer un nouvel appel public de propositions.

Commission permanente sur l'inspecteur général

**Recommandations faisant suite au Rapport de
l'inspecteur général concernant l'appel d'offres
13-13242 (Interaction projet Sainte-Catherine)**

Rapport déposé au conseil municipal
le 24 novembre 2014

Rapport déposé au conseil d'agglomération
le 27 novembre 2014

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La commission permanente sur l'inspecteur général

Président

*M. Richard Bergeron
Arrondissement de Ville-Marie*

Vice-présidents

*M. Benoît Dorais
Arrondissement Le Sud-Ouest*

*M. Lionel Perez
Arrondissement de Côte-des-Neiges –
Notre-Dame-de-Grâce*

*M. Edgar Rouleau
Maire de la Cité de Dorval*

Membres

*Mme Manon Barbe
Arrondissement de LaSalle*

*Mme Manon Gauthier
Arrondissement de Verdun*

*M. Jean-Marc Gibeau
Arrondissement de Montréal-Nord*

*M. Beny Masella
Maire de la Ville de Montréal-Ouest*

*Mme Justine McIntyre
Arrondissement de Pierrefonds-Roxboro*

*Mme Valérie Plante
Arrondissement de Ville-Marie*

*Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard*

Montréal, le 24 novembre 2014

M. Denis Coderre
Maire de Montréal
Membres du conseil municipal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Mesdames,
Messieurs,

Conformément aux règlements 14-013 et RCG 14-014, la Commission permanente sur l'inspecteur général a l'honneur de déposer au conseil municipal ses recommandations faisant suite au rapport de l'inspecteur général concernant l'appel d'offres 13-13242 (Interaction projet Sainte-Catherine)

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

(ORIGINAL SIGNÉ)

Richard Bergeron
Président

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

MISE EN CONTEXTE

Le 6 novembre 2014, la Commission permanente sur l'inspecteur général a tenu une séance de travail pour étudier le rapport et les recommandations de l'inspecteur général concernant l'appel d'offres 13-13242 (Interaction projet sainte-Catherine).

La commission a d'abord entendu l'inspecteur général, Me Denis Gallant, qui a présenté son analyse, ses constats et ses recommandations. L'inspecteur général est d'avis que l'appel d'offres n'a pas favorisé un marché concurrentiel. Il considère aussi cet appel d'offres comme hautement problématique en raison des critères du devis, des communications entourant l'appel d'offres et le déroulement du comité de sélection. Il constate également que les événements enquêtés font mal paraître les fonctionnaires et l'expertise des employés de l'organisation. Il croit que des changements dans les manières de faire s'imposent afin qu'une telle situation ne se reproduise plus. Il constate enfin que la firme qui a obtenu le contrat a été avantagée dans le processus, bien qu'on ne puisse affirmer que cette dernière a influencé le déroulement ou le résultat du processus d'octroi du contrat. Il souligne néanmoins le malaise exprimé à quelques reprises par la firme quant au déroulement du processus.

Par la suite, la commission a reçu des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT) et du Service de l'approvisionnement (SA). Les membres de la commission souhaitaient ainsi se renseigner sur le degré d'avancement de l'exécution du contrat visé par le rapport de l'inspecteur général, mesurer les impacts d'une éventuelle annulation de ce contrat et s'informer davantage sur la gestion du processus d'appel d'offres dans ce dossier.

Selon le SIVT, l'avancement des livrables du contrat était de 55 % en date du 31 octobre 2014 et, selon toute vraisemblance, les étapes 1 à 4 du mandat devaient être complétées à la mi-novembre. Pour le SIVT, une annulation du contrat à ce stade-ci aurait des impacts importants à court et moyen termes. Cela aurait pour effet d'interrompre la démarche de consultation amorcée et de possiblement faire face à une demande de dédommagement du fournisseur. Il faudrait aussi qu'une équipe de la Ville, n'ayant pas toute l'expertise requise, supplée à la perte du fournisseur. Il deviendrait nécessaire d'octroyer un autre contrat pour compléter la démarche d'interaction avec le public, ce qui entraînerait des délais importants à l'échéancier prévu. À moyen terme, cela générerait des délais liés à l'obligation d'octroyer un autre contrat en acceptabilité sociale, augmenterait le risque d'interventions en urgence sur les infrastructures et reporterait des investissements prévus au Programme triennal d'immobilisations (PTI) avec les risques de hausses de coûts liés à l'inflation.

L'annulation du contrat aurait aussi des impacts sur la perception actuelle de la qualité de la démarche et obligerait à recréer une nouvelle relation avec les parties prenantes au projet. Pour le SIVT, un report de la démarche aurait des impacts défavorables sur l'acceptabilité sociale du projet, nuirait à l'image et à la crédibilité du projet et représenterait un risque de ne pas réaliser le projet selon les besoins exprimés lors de la démarche en cours de participation des citoyens.

Enfin, le SA et le SIVT ont dressé un portrait des mesures qui encadrent l'approvisionnement en services professionnels à la Ville de Montréal.

RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE SUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL

CONSIDÉRANT les règlements 14-013 et RCG 14-014 portant sur la Commission permanente sur l'inspecteur général;

CONSIDÉRANT le dépôt par l'inspecteur général à l'assemblée du conseil municipal du 27 octobre 2014 du Rapport et recommandation concernant l'appel d'offres 13-13242 (Interaction projet Sainte-Catherine) (CM 14 0970);

CONSIDÉRANT que la Commission a tenu une séance de travail le 6 novembre 2014 pour étudier le Rapport de l'inspecteur général;

CONSIDÉRANT les questions soulevées par les membres de la commission et l'information donnée par l'inspecteur général et les représentants des services municipaux;

CONSIDÉRANT les constats et les recommandations de l'inspecteur général;

CONSIDÉRANT l'état d'avancement du mandat du contrat découlant de l'appel d'offres 13-13242 et les conséquences d'une annulation du contrat sur les échéances et la réalisation du projet Sainte-Catherine;

La Commission fait, à la majorité, les recommandations suivantes au comité exécutif :

R-1

Que l'administration résilie le contrat issu de l'appel d'offres 13-13242 liant la Ville de Montréal et la firme Acertys.

R-2

Conformément à la recommandation de l'inspecteur général, que l'administration réévalue les règles actuellement en vigueur à la Ville de Montréal permettant aux firmes faisant une étude préliminaire de participer au processus d'appel d'offres, et ce, afin de diminuer l'impression partagée par un très grand nombre de preneurs de cahier de charges à l'effet qu'une firme faisant une étude préliminaire est grandement avantagée.

R-3

Conformément à la recommandation de l'inspecteur général, que l'administration, lors d'appels d'offres publics, s'assure de l'existence d'études de marché concluant que plusieurs fournisseurs se qualifient à l'appel d'offres afin de favoriser une saine concurrence.

R-4

Conformément à la recommandation de l'inspecteur général, que l'administration sensibilise les fonctionnaires, lors de l'octroi de contrats de gré à gré, à constituer un support documentaire minimum présentant une analyse de l'offre disponible sur le marché, particulièrement en ce qui concerne les services professionnels, et justifiant la décision de gestion, et ce, dans un souci de transparence, de traçabilité et d'équité.

R-5

Que l'administration mandate le directeur général pour qu'il veille à l'application ferme par les fonctionnaires des règles et directives relatives à la gestion des processus d'appels d'offres, notamment en ce qui a trait aux contrats de services professionnels.

R-6

Plus spécifiquement, que le directeur général veille à rappeler aux cadres supérieurs de la Ville qu'ils doivent effectuer un suivi attentif des gestes posés en matière contractuelle par des employés placés sous leur responsabilité.

R-7

Que l'administration s'assure, dans le cas de contrats de services professionnels où des études préliminaires ont été réalisées par un soumissionnaire dans le cadre d'un projet, que ces études soient mentionnées au sommaire décisionnel avec le nom des firmes qui les ont réalisées.

R-8

Que la Direction générale s'assure qu'un suivi des recommandations du présent rapport soit effectué et présenté au comité exécutif.

Enfin, la commission invite l'inspecteur général à donner suite à son intention d'ajuster son plan de formation en matière d'éthique et d'intégrité pour, notamment :

- informer les nouveaux employés des différences existantes entre les règles d'octroi de contrats du domaine public et privé;
- sensibiliser les fonctionnaires à l'importance de la ségrégation des tâches du chargé de projet et du comité de sélection;
- inciter les employés confrontés à une situation inconfortable ou anormale, à soumettre la situation à la ligne de signalement du Bureau de l'inspecteur général.

La commission souhaite aussi que cette formation soit déployée dans les meilleurs délais auprès des fonctionnaires et des élus.

<http://www.bigmtl.ca>